

Motivés & Engagés



DÉLÉGATION
UNÉDIC AGS

NOTRE **vocation**

Dans un environnement économique concurrentiel et mondialisé, il est important de pouvoir compter sur la solidarité et l'engagement de chacun.

L'AGS

C'est sur ce constat qu'a été créée, en 1974, l'association de garantie des salaires AGS : un fonds de solidarité interentreprises, financé par une cotisation patronale obligatoire, acquittée par toutes les entreprises assujetties.

Une solidarité spécifique : celle des entreprises, qui savent qu'aucune n'est à l'abri d'un retournement de conjoncture, d'une mutation des marchés ou de difficultés financières passagères ou structurelles.

La mission principale de l'AGS, à vocation sociale, consiste à accompagner et soutenir les entreprises et leurs salariés dans les procédures collectives, en avançant les fonds nécessaires au paiement des créances salariales.

Véritable amortisseur social, ne se limitant pas à une simple avance des salaires, la mission d'intérêt général du Régime AGS vise à maintenir la viabilité économique et financière des entreprises en difficulté et ainsi à préserver l'emploi.

Acteur économique et social majeur, le Régime AGS illustre tout l'engagement et la solidarité des entreprises. Chaque entreprise sait qu'elle peut y avoir recours un jour ; toutes savent qu'elles peuvent s'appuyer, en cas de difficulté, sur l'AGS.

En 2022, 132 107 salariés ont bénéficié de la garantie des salaires, pour un montant total avancé de 1,14 milliard d'euros.

La Délégation Unédic AGS

Depuis 25 ans, le fonctionnement du Régime AGS, dispositif inédit de solidarité interentreprises, est assuré par un Établissement de l'Unédic, la Délégation Unédic AGS, composée de 230 personnes réparties en 15 centres opérationnels en France métropolitaine et dans les Départements et Régions d'outremer.

En lien avec les instances de l'AGS et en concertation avec l'ensemble des acteurs des procédures collectives, elle remplit 3 fonctions structurant sa démarche sociale : garantir les sommes dues (avances), contribuer à l'équilibre financier du dispositif de garantie (récupérations) et veiller à la défense du régime de garantie (contentieux et lutte contre la fraude).

Sommaire

6

50 ans
d'engagement !

8

Éditos

10

2022 en faits
marquants



12

Le Régime AGS
mobilisé pour
ses bénéficiaires



26

**Rétrospective
2022**

60

**Prospective :
l'AGS de demain**

62

**Réseau
et contacts**



44

**Chiffres
AGS 2022**

50 ans D'ENGAGEMENT !

→ Depuis 50 ans, le Régime de garantie des salaires (AGS) est en soutien des salariés des entreprises en procédure collective et aux côtés des entreprises en difficulté.

Depuis 50 ans, le Régime AGS s'adapte à l'évolution de son environnement juridique, économique et social, répond présent lors des crises économiques successives, et apporte son savoir-faire à ses bénéficiaires - salariés et entreprises en difficulté - avec la plus grande réactivité.

Le Régime AGS s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue afin de délivrer la meilleure qualité de service possible.

ANNÉES
70

Création de l'AGS

L'affaire LIP provoque une prise de conscience des pouvoirs publics face aux lacunes du système français de protection des salariés en lien avec les défaillances de certaines entreprises. Les organisations professionnelles d'employeurs initient la création d'un régime de garantie fondé sur la solidarité : l'AGS. Sa gestion technique et financière est confiée à l'Unédic et son financement est assuré par une cotisation patronale obligatoire.

1973



Extension du champ d'intervention de l'AGS

Une loi de 1985 étend le champ d'intervention de l'AGS, jusqu'alors limité aux salaires, congés payés et primes, à de nouvelles créances salariales, notamment les indemnités de rupture. Elle instaure également l'élargissement des catégories de salariés concernés par la garantie et l'extension aux DOM.

1985

L'extension du champ d'intervention se poursuit. L'AGS assure désormais le financement de formations destinées aux salariés licenciés pour motif économique dans le cadre des dispositifs de reclassement.

1987

ANNÉES
80



ANNÉES
90

Création d'un établissement dédié

L'établissement Délégation Unédic AGS (DUA) est créé au sein de l'Unédic pour assurer l'exercice du mandat de gestion.

1996

Renforcement du rôle de l'AGS

L'AGS demande sa nomination comme contrôleur dans les affaires de plus de 50 salariés. Elle est davantage impliquée dans la procédure collective, aux côtés des mandataires de justice, et rend un avis sur l'issue de la procédure, à l'image des offres de cession et des projets de plan de redressement.

2000

2001

L'AGS anticipe les mutations de son environnement et la montée en puissance des questions européennes dans son champ d'activité. À ce titre, elle initie des échanges avec ses homologues des pays membres de l'Union européenne.



Les pouvoirs publics associent l'AGS à la préparation des mesures de prévention des difficultés des entreprises et de sécurisation de l'emploi. La loi de sauvegarde des entreprises du 26 juillet 2005 (L. n°2005-845) fait de l'AGS un acteur associé aux mesures de prévention.

2005

ANNÉES
2000

Mobilisation face à la crise Covid-19

L'AGS maintient un soutien exceptionnel aux entreprises et aux salariés bénéficiaires dans un contexte de crise inédit, en prorogeant les mesures mises en place pour faire face à la crise covid-19.

2021

L'AGS se mobilise pour faire face à la crise engendrée par la Covid-19. Elle adapte ses modes d'organisation pour assurer la continuité du service à ses bénéficiaires, dès le début du confinement, et prend des mesures exceptionnelles pour accompagner les entreprises en difficulté et soutenir les salariés impactés : la garantie AGS s'articule avec les « mesures d'activité partielle Covid-19 » et les entreprises en difficulté ont la possibilité de reporter la cotisation patronale AGS.

2020

Préservation de l'activité et de l'emploi comme nouvel objectif

La loi de sécurisation de l'emploi de 2013 (L. n°2013-504) instaure un dispositif d'accompagnement du salarié vers le retour à l'emploi dans le cadre d'un licenciement économique. L'AGS prend en charge une partie des mesures d'accompagnement des actions en faveur du reclassement permettant à leurs bénéficiaires de se réinsérer plus facilement sur le marché du travail.

2013

ANNÉES
2010



ANNÉES
2020



Christian NIBOUREL

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGS

Depuis sa création en 1974, à la suite du premier choc pétrolier, jusqu'à la crise sanitaire du Covid-19 en 2020, le Régime AGS a toujours su s'adapter à son environnement juridique, économique et social. La crise sanitaire est désormais derrière nous. Je rappelle que cette période s'est caractérisée par un recul important du nombre de procédures collectives ouvertes, phénomène lié à la rapidité et à l'ampleur des mesures de soutien sans précédent dont ont pu bénéficier les entreprises afin d'éviter une catastrophe économique et sociale. L'activité économique revient progressivement à la normale et l'année 2022 est une année charnière, qui voit notamment le nombre de défaillances d'entreprise repartir à la hausse. Le seuil symbolique du milliard d'euros d'avances de créances salariales versées par le Régime a été franchi. Dans ce contexte économique incertain, j'observe avec confiance que les équipes de la Délégation Unédic AGS, toujours mobilisées et proactives, ont su une fois de plus honorer leur mission, avec qualité et réactivité, en faveur des entreprises fragilisées et de leurs salariés.

Né de la solidarité interentreprises, spécificité française, le Régime AGS a toujours joué un rôle d'amortisseur social en apportant un savoir-faire unique à ses bénéficiaires, et ce avec la plus grande réactivité. Avec le temps et le recul de ces cinq décennies, nous sommes en mesure d'affirmer que cette mutualisation de la couverture du risque de défaillance d'entreprise a plus que prouvé son utilité et son efficacité. Rappelons que la protection des salariés dans les procédures

collectives, la prise en charge du paiement des rémunérations impayées, la facilitation du redressement de l'entreprise et la préservation de l'emploi, constituent l'essentiel de notre mission légale et d'intérêt général. Cet engagement quotidien s'avère d'autant plus important au regard du contexte socio-économique incertain de notre pays, traversé par une crise énergétique d'ampleur, une inflation élevée et des dépôts de bilan dans de nombreux secteurs, notamment l'habillement.

L'AGS aura 50 ans en 2024, une date symbolique à plus d'un titre. Ce 50ème anniversaire marquera un tournant dans la modernisation de l'organisation du Régime. Au 1er janvier 2024, une nouvelle page de notre histoire collective s'écrira avec le transfert des activités et des collaborateurs de la Délégation Unédic AGS vers "l'AGS du futur". Ce nouvel élan représente une opportunité précieuse de réaffirmer la valeur et l'importance de cet outil exceptionnel, à un moment où son périmètre et à sa mise en œuvre font l'objet de questionnements.

Nous pouvons être fiers de fêter 50 ans d'engagement et de solidarité et de garantir pour les années à venir un service et un modèle économique qui n'ont jamais démerité au cours de notre histoire.



Rémy MAZZOCCHI

DIRECTEUR NATIONAL A.I. DE LA DÉLÉGATION UNÉDIC AGS

Fidèle à son engagement et attachée au fonctionnement même du Régime, la Délégation Unédic AGS a toujours suivi avec attention l'évolution des indicateurs d'activité périodiques pour évaluer les tendances fortes et anticiper d'éventuels retournements. Nous étions donc préparés à la remontée des défaillances d'entreprise observée sur la période.

Au cours de l'année 2022, ce sont plus de 17 000 entreprises et plus de 130 000 salariés qui ont pu bénéficier de la garantie des salaires. Les interventions du Régime AGS ont ainsi bondi de 58% par rapport à 2021, sans pour autant atteindre le niveau de référence de 2019. Avec cette capacité d'anticipation, les collaborateurs de la Délégation Unédic AGS se sont mobilisés sur tout le territoire et ont répondu aux demandes d'avance dans des délais records, inférieurs aux conditions légales d'intervention prévues par la loi. La qualité de service est au cœur de nos priorités pour répondre toujours mieux aux besoins des bénéficiaires. Plus de 70% des demandes d'avance ont été traitées dès le lendemain de leur réception et plus de 94% au plus tard dans les 3 jours.

L'année 2022 a amorcé un vrai retournement avec une recrudescence du nombre des défaillances d'entreprise, qui s'intensifie en 2023. Un contexte qui nous oblige à accélérer la démarche d'amélioration continue ancrée depuis toujours dans l'ADN de notre Institution. Cette dynamique, qui s'amplifie en 2023, passe, par exemple, par la modernisation de notre

Système d'Information, plus agile, plus sécurisé et encore plus proche de nos utilisateurs. Elle est aussi étroitement liée à la détection des risques émergents, la lutte contre la fraude et la défense des intérêts du Régime. Enfin, notre rôle social et économique ne peut s'accomplir pleinement sans ouverture vers l'extérieur, à l'instar des rencontres que nous menons avec l'écosystème des procédures collectives, mais aussi des actions de coopération et d'échanges que nous développons avec nos homologues européens.

Comme l'évoquait le Président de l'AGS, le Régime AGS existe et perdure depuis maintenant près de 50 ans. La Délégation Unédic AGS en est le moteur, en garantissant les avances de créances dans des délais performants, en contribuant à l'équilibre financier du dispositif de garantie par le biais des récupérations, en veillant à la préservation du Régime et en se modernisant depuis maintenant 25 ans. Au 1er janvier 2024, un nouveau chapitre s'ouvrira avec la mise en œuvre de notre mission sociale par nos équipes au sein de l'AGS.

Bonne lecture

Chiffres CLÉS 2022

Les avances progressent de 30% et dépassent le milliard d'euros

Conséquence directe de la hausse du nombre de dossiers ouverts et du nombre de bénéficiaires, le montant des avances versées par le Régime AGS a connu un rebond de près de 30% par rapport à 2021 pour s'élever à 1 137 M€.

Avances

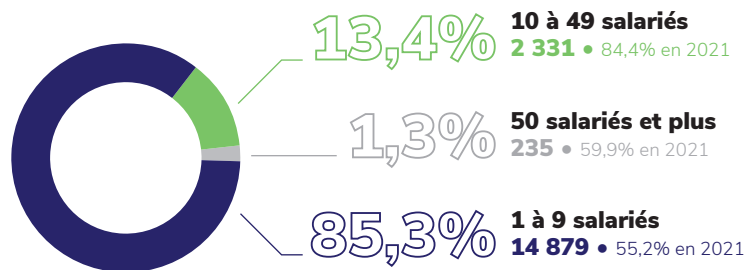
1,14

Milliard d'euros

▲ +29,9%

Près d'une intervention sur 9 au profit des TPE

En 2022, les entreprises de moins de 10 salariés ont représenté plus de 85% des affaires ouvertes. Les entreprises de 10 à 49 salariés, ont connu la plus forte évolution, avec une augmentation de 84,4% par rapport à 2021.



Forte hausse du nombre d'affaires ouvertes et de bénéficiaires

Affaires ouvertes

17 445

▲ +58,6%

A l'image des affaires ouvertes, le nombre de bénéficiaires a progressé de 42,5% par rapport à 2021 et est repassé au-dessus du seuil symbolique de 100 000 bénéficiaires.

Après huit années de baisse consécutives, le nombre d'affaires ouvertes par l'AGS est reparti à la hausse en 2022.

17 445 nouvelles affaires ont été enregistrées sur l'année, soit une augmentation de 58,6% par rapport à 2021.

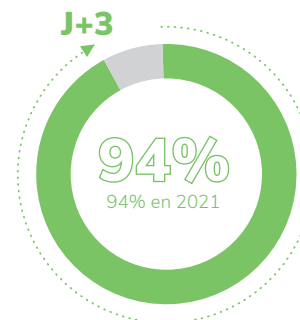
Nombre de bénéficiaires

132 107

▲ +42,5%

Plus de 9 demandes d'intervention sur 10 traitées dans les 3 jours

Grâce à la mobilisation des équipes de la Délégation Unédic AGS, 70% des demandes d'intervention ont été traitées dès le lendemain de leur réception et 94% dans un délai de 3 jours maximum.



Des récupérations en recul

Les montants récupérés par le Régime AGS en 2022 se sont élevés à 330 M€ et ont affiché un recul de 22,8% par rapport aux récupérations réalisées en 2021.

Récupérations

330

Millions d'euros

▼ -22,8%

Modernisation du système d'information (SI)

En 2022, la Délégation Unédic AGS a initié un projet de refonte du logiciel métier, projet s'inscrivant dans la continuité de l'évolution de son système d'information. L'évolution repose, notamment, sur l'intégration de l'intelligence artificielle pour affiner la capacité d'analyse et optimiser l'utilisation des données. À travers cette démarche, la DUA vise l'excellence dans l'exercice de sa mission sociale.

Collaboration Européenne

La Délégation Unédic AGS a poursuivi ses échanges avec ses homologues européens dans une perspective de promotion du rôle social et économique des fonds d'insolvabilité en Europe. Elle s'est, notamment rendue en Allemagne, en Belgique, en Espagne, ou encore au Portugal. Ces rencontres ont permis d'identifier des axes de coopération régulière sur des sujets communs tels que la lutte contre la fraude.

Rencontres et échanges

La Délégation Unédic AGS a enrichi ses rencontres partout en France avec les différents acteurs intervenant dans les procédures collectives, afin de promouvoir le rôle et les missions du Régime AGS : tribunaux de commerce (présidents et juges de tribunaux de commerce) ; conseils de prud'hommes ; étudiants en Master ALED (Administration et Liquidation des Entreprises en Difficulté) et en Diplôme Universitaire « Droit social des entreprises en difficulté ».

La lutte contre la fraude : un enjeu important

En 2022, dans le cadre du dispositif de lutte contre la fraude, l'accent a été mis sur le renforcement de la formation en interne de l'ensemble des collaborateurs. L'enjeu a été de développer un socle commun de connaissances sur la fraude, les outils de détection, les critères d'alerte, et de sensibiliser les équipes à la vigilance nécessaire au traitement des dossiers. En outre, des formations externes et des échanges sont organisés afin de renforcer la coopération avec les différents partenaires.

Détection des risques émergents et protection des données

Dans un contexte d'émergence des risques, le Service Management des Risques de la Délégation Unédic AGS a développé de nouveaux outils comme : des veilles ; des ateliers avec l'Institut France de l'Audit et du Contrôle Interne ; la participation aux rencontres annuelles de l'Association pour le Management des Risques et des Assurances de l'Entreprise ; l'utilisation de nouveaux modes de communication pour accroître son efficacité comme les heat maps (cartes de chaleur) et la surveillance du score d'appétence ; ou encore le renforcement de sa démarche de conformité au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Engagement et solidarité

La solidarité a toujours été une valeur fondamentale du Régime AGS depuis sa création. Au cours de l'été 2022, l'ensemble des collaborateurs de la Délégation Unédic AGS ont participé à la 4^{ème} édition de la « Journée de solidarité nationale » de l'Institution. Ils se sont ainsi mobilisés autour de causes liées à : l'environnement ; au soutien de personnes défavorisées ou en situation de vulnérabilité ; ou encore au soutien d'enfants et d'adultes hospitalisés.

Plan de sobriété

À l'automne 2022, et conformément aux recommandations du Gouvernement, la Délégation Unédic AGS a élaboré un plan de sobriété énergétique afin de contribuer à prévenir le risque de pénurie d'énergie lié au renchérissement du prix de l'énergie et à réduire ses émissions Carbone. L'objectif de ce plan est de diminuer la consommation d'énergie de 10% d'ici début 2025. Un suivi trimestriel est réalisé.

LES TEMPS forts 2022



LE RÉGIME AGS



- P.14** Interventions du Régime
- P.16** Qualité de service et engagement
- P.18** Accompagnement des entreprises en difficulté
- P.20** Interventions AGS auprès des TPE
- P.22** Interventions AGS dans le secteur de l'habillement
- P.23** Processus Avances
- P.24** Solidarité interentreprises

Opportunité

POUR SES BÉNÉFICIAIRES

2022 a marqué un tournant. Après une période exceptionnelle liée à la crise Covid-19, le nombre de défaillances d'entreprise est reparti à la hausse après deux années de baisse consécutive.

Dans ce contexte, et fidèle à ses engagements, le Régime AGS s'est mobilisé une fois de plus auprès de ses bénéficiaires, avec comme leitmotiv de leur offrir la meilleure qualité de service.

La priorité de l'AGS est de garantir les avances aux salariés dans les meilleurs délais, mais aussi d'aider au maintien de la viabilité économique et financière des entreprises en difficulté et de préserver leurs emplois.

INTERVENTIONS DU RÉGIME : PLUS DE **17 000** ENTREPRISES & **132 000** SALARIÉS BÉNÉFICIAIRES

Amorcée à l'automne 2021, la remontée du nombre de défaillances d'entreprise se poursuit. En 2022, ce nombre ne cesse d'augmenter et dépasse la barre des 40 000 défaillances, soit une augmentation de 49% par rapport à 2021, sans pour autant atteindre les niveaux pré-crise Covid-19.

Après deux années atypiques liées à la crise Covid-19 et aux mesures exceptionnelles de soutien en faveur des entreprises mises en place par le gouvernement, 2022 a été marqué par un contexte économique tendu en raison de la guerre en Ukraine et ses conséquences économiques, de la crise énergétique et du regain d'inflation aux États-Unis et en Europe. Il y a également, pour les entreprises, une conjonction du remboursement des prêts garantis par l'État (PGE) et la reprise des assignations en justice de l'Urssaf pour non-paiement des cotisations sociales et fiscales.

Ainsi en 2022, le nombre d'affaires AGS est reparti à la hausse.

Ce sont **17 445 entreprises et 132 107 salariés qui ont bénéficié de l'intervention du Régime AGS au cours de l'année 2022**, soit une augmentation des interventions AGS de 58,6% par rapport à 2021.

Les avances, quant à elles, ont progressé de 30% par rapport à l'année précédente et ont dépassé le seuil symbolique du milliard d'euros.

Chiffres clés 2022

Affaires ouvertes

17 445

Soit une évolution de +58,6% par rapport à 2021

Bénéficiaires

132 107

Soit une évolution de +42,5% par rapport à 2021

Avances

1,14

 milliard d'euros

Soit une évolution de +29,9% par rapport à 2021

Profil type

DU SALARIÉ BÉNÉFICIAIRE

Homme → 63% des bénéficiaires

Âge → 43 ans

Ancienneté → 7 ans

Contrat de travail → 88% en CDI

Salaire de référence → 2 343 €

Avance versée par l'AGS → 8 608 €

Régions

Près de la moitié des bénéficiaires proviennent de 3 régions

Île-de-France → 32 098 soit 24%*

Hauts-de-France → 15 838 soit 12%*

Auvergne-Rhône-Alpes → 15 294 soit 12%*

Entreprise type

TPE (entreprise de 1 à 9 salariés) → 85%**

Âge de l'entreprise → plus de 2 ans 90%**

Secteurs d'activité

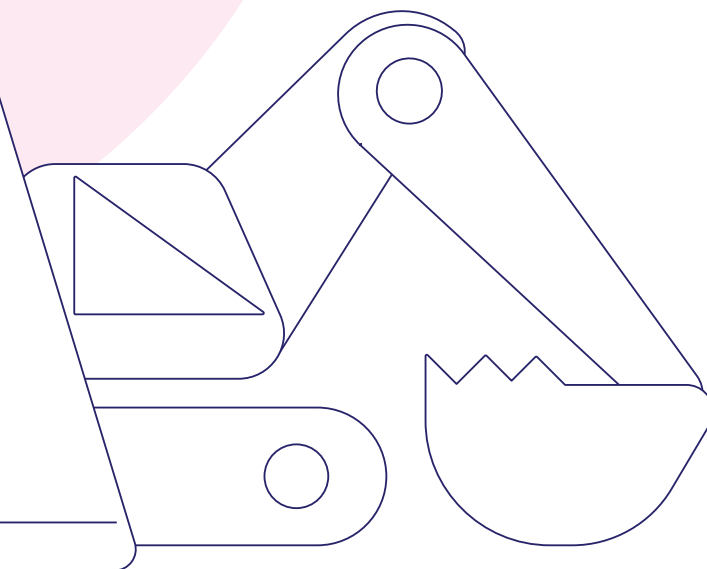
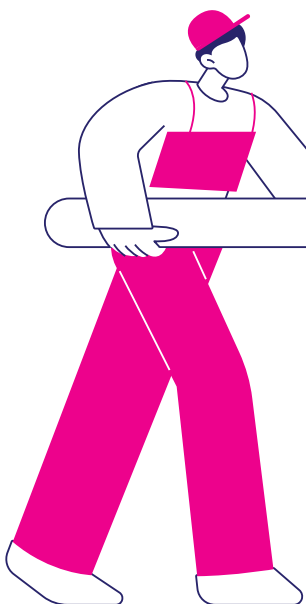
Construction → 21%*

Industrie → 17%*

Commerce → 17%*

Procédure collective type

Liquidations judiciaires → 68%**
(62% de liquidations judiciaires directes)



*des bénéficiaires. ** des affaires ouvertes.

QUALITÉ DE **service**

ET ENGAGEMENT SUR LES DÉLAIS DE MISE À DISPOSITION

Engagé et solidaire, aux côtés des entreprises en difficulté et de leurs salariés, le Régime AGS indemnise les bénéficiaires dans des délais inférieurs aux délais légaux.

Sur l'ensemble de l'année 2022, près des trois quarts des demandes d'intervention ont été traitées dès le lendemain de leur réception et 94% dans un délai de 3 jours maximum.

L'objectif premier de la Délégation Unédic AGS est d'intervenir au profit des bénéficiaires dans les meilleurs délais, dès lors que les demandes d'intervention du Régime AGS sollicitées par les mandataires judiciaires sont accompagnées des éléments nécessaires à leur bon traitement.

Un dispositif de paiement des salariés bénéficiaires a été mis en œuvre en 2020 et permet de mettre à disposition les fonds nécessaires au règlement des créances salariales, entre les mains des mandataires judiciaires, dans des délais inférieurs aux conditions légales d'intervention prévue par les textes (Article L. 3253 -21 du Code du travail).

Toute créance de salaire superprivilégiée et/ou L.622-17/L.641-13, qualifiée de créance « alimentaire », sont éligibles à un traitement dit « rapide » dans les 2 jours de la réception électronique de la demande d'avance adressée par le mandataire judiciaire. Ces demandes représentent le tiers des demandes traitées par nos services.

Parallèlement, les autres créances salariales entrent dans un processus de traitement dit « classique », éligible à un traitement dans les 5 jours de la réception électronique de la demande d'avance adressée par le mandataire judiciaire.

Conformément à notre démarche qualité, nous nous engageons à traiter 95 % des demandes d'avance « rapides » et « classiques » dans des délais respectifs de 2 et 5 jours.

En 2022, la mobilisation de l'ensemble de nos équipes autour de cet engagement et de l'exercice de notre mission sociale, en dépit d'une hausse de 55% des demandes d'intervention, a permis de traiter 98,7% des demandes d'avance « rapides » au plus tard dans les 2 jours de leur réception et 99,5% des demandes d'avance « classiques » dans les 5 jours de leur réception.

Rappel des règles légales Article L.3253-21 du Code du travail

À la réception du relevé de créances et des pièces nécessaires à son traitement, le Régime AGS dispose de délais légaux pour la mise à disposition des fonds :

- Dans les 5 jours pour les créances superprivilégiées et les créances de salaires et de congés payés dues au titre de la période d'observation du mois suivant l'arrêté du plan de sauvegarde, de redressement ou de cession, dans les 15 jours (21 jours si un PSE doit être élaboré) suivant la liquidation judiciaire ou la fin du maintien provisoire de l'activité.
- Dans les 8 jours pour les créances dues au jugement d'ouverture (non superprivilégiées) et les autres créances.

DES valeurs PARTAGÉES

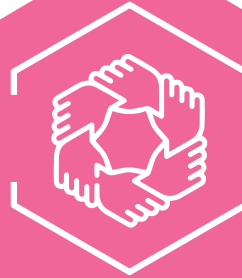
Nos valeurs constituent le socle de notre vision et de notre stratégie. Elles sont issues d'une réflexion collective, menée sous l'égide de notre Comité éthique, garant de leur cohérence avec notre mission. Chacune d'entre elles s'exprime dans nos actions au quotidien.

Nos valeurs

Solidarité

Engagement

Proximité



Solidarité

- Nous accompagnons et soutenons les entreprises en procédure collective et leurs salariés par l'avance des fonds nécessaires au paiement des créances salariales, et ce, quel que soit l'état des cotisations de l'entreprise.

- Notre organisation à taille humaine nous rapproche. Nous nous soutenons et nous entraisons mutuellement par le partage de la charge d'activité ou des ressources entre nos différents services ou centres opérationnels pour délivrer partout et à tout niveau une qualité de service optimale et uniforme.

- Nous nous mobilisons en faveur d'actions solidaires, nationales comme locales, au profit de causes socialement responsables.



Engagement

- Acteurs engagés, nous défendons l'image et les intérêts de notre régime auprès de l'ensemble de nos interlocuteurs et de nos parties prenantes.

- Nous mettons en œuvre des engagements de service et de qualité interne pour fluidifier notre organisation et notre fonctionnement et délivrer ainsi une prestation de service performante.

- Nous adoptons des pratiques écoresponsables et prenons des mesures afin de réduire l'impact de nos activités sur l'environnement et limiter notre empreinte carbone.



Proximité

- Nous sommes attentifs à une relation professionnelle favorisant l'écoute, le dialogue, la confiance et l'égard aux autres.

- Notre maillage territorial nous permet d'agir au plus près de nos bénéficiaires, d'être sensibilisés aux enjeux et contextes locaux, et de nouer des relations avec les différents acteurs du terrain.

- Nous disposons d'espaces d'échange collectifs réguliers entre nos différentes équipes pour partager l'information et favoriser une compréhension et une appropriation homogène et nationale de la stratégie de l'entreprise et des normes associées.

- Nous privilégions le travail d'équipe et mobilisons la pluralité de nos profils et de nos savoirs au service de l'intelligence collective.

ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES EN **difficulté**

L'intervention du Régime AGS ne se limite pas à sa mission principale qui consiste à prendre en charge les salariés des entreprises en procédure collective, en traitant les demandes d'avance de créances salariales transmises par les mandataires judiciaires.

Il est aussi un acteur de l'emploi et de l'économie contribuant au rebond des entreprises et de leurs salariés.

Apport de trésorerie aux entreprises en sauvegarde et en redressement judiciaire

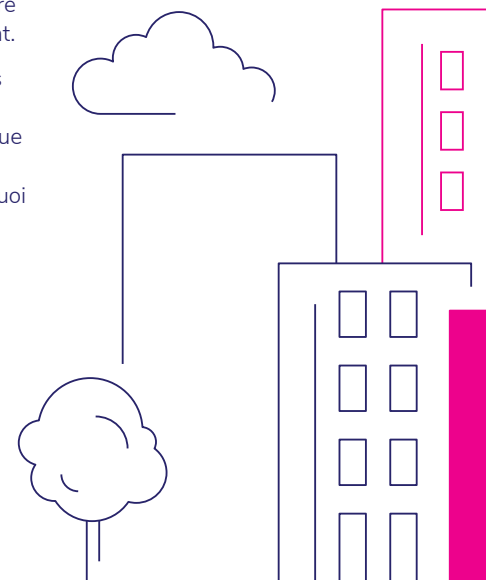
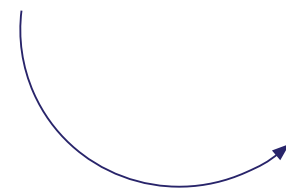
Cette démarche se concrétise, en procédure de sauvegarde, par la prise en charge par l'AGS des licenciements pour motif économique (indemnités de rupture). Dans le cas d'un redressement judiciaire, le Régime AGS prend en charge les indemnités de rupture pour motif économique, ainsi que les avances de la période d'observation.

Le Régime AGS intervient donc en procédure de sauvegarde lorsque l'entreprise n'est pas encore en cessation des paiements et dispose de liquidités. Dans cette procédure, ainsi qu'en procédure de redressement judiciaire, les avances consenties par l'AGS aux fins de payer les créances salariales permettent à l'entreprise de concentrer ses liquidités sur le paiement de ses charges d'exploitation. Cette démarche permet à l'entreprise de constituer un véritable apport de trésorerie pour faciliter le redémarrage de son activité économique.

Délais de paiement pour le remboursement de créances « hors plan »

Dans le prolongement du règlement de ses créances, le Régime AGS, à la demande de l'entreprise ou des organes de la procédure, peut octroyer des délais de paiement dans le cadre d'un plan de sauvegarde ou de redressement.

Certaines créances dues à l'AGS dites « hors plan » sont exigibles dès l'adoption du plan. Cette exigibilité immédiate fait peser un risque sur la viabilité du plan de redressement et, in fine, le rebond de l'entreprise. C'est pourquoi le Régime AGS accorde dans la plupart des cas un échéancier de paiement pour le remboursement des avances consenties.



Chiffres clés 2022

En 2022, le Régime AGS a répondu favorablement à **80%** des demandes d'échéancier qui lui ont été soumises ou présentées.

Plus d' **1/3** des entreprises en plan de redressement ont bénéficié d'un aménagement du remboursement de leurs créances « hors plan » (créances superprivilégiées et Article L. 622-17).

La durée moyenne de ces échéanciers est de **1 an**.

Plus de **15 millions** d'euros exigibles immédiatement ont fait l'objet d'un échéancier de remboursement.

En moyenne, **90%** des entreprises ayant bénéficié d'un échéancier de paiement le remboursent intégralement.

Le Régime AGS a toujours su s'adapter à son environnement économique ainsi qu'aux crises de grande envergure. Dans le cadre de la crise sanitaire, le Régime AGS s'est mobilisé au-delà du cadre légal et réglementaire en renforçant son accompagnement aux entreprises, notamment par :

- **L'extension de sa garantie**
- **L'extension des délais accordés**
- **Le rééchelonnement des moratoires précédemment accordés**

En 2022, le rôle d'amortisseur social de l'AGS n'a pas seulement bénéficié aux salariés. Conscient de son rôle majeur au sein du tissu économique français, le Régime AGS aide également les entreprises en difficulté.



Le tissu économique français est composé en majorité de TPE, c'est-à-dire des entreprises de moins de 10 salariés. En 2022, 14 879 affaires ouvertes par l'AGS ont concerné des TPE, soit près de 9 interventions sur 10.

Interventions

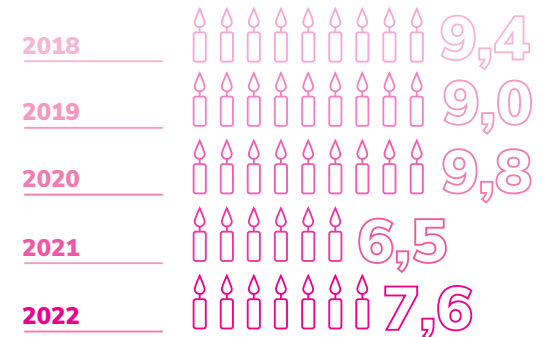
AGS AUPRÈS DES TPE

Nombre d'affaires AGS ouvertes pour les TPE

Près de 9 interventions sur 10 concernant des TPE

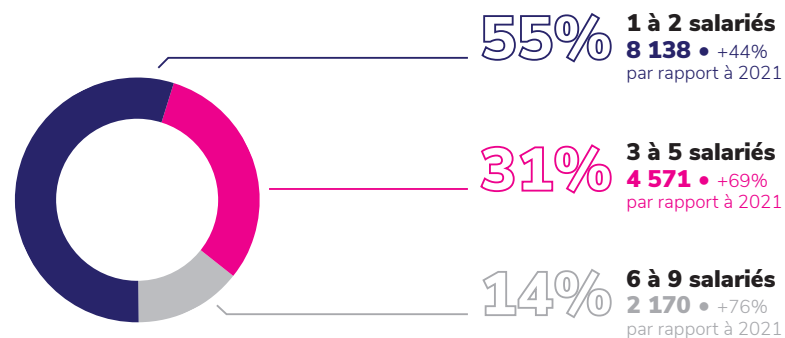
	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre d'affaires ouvertes concernant des TPE	18 802	17 171	11 558	9 501	14 879
Nombre total d'affaires ouvertes	21 943	20 105	13 492	11 000	17 445
Part des affaires ouvertes concernant des TPE	86%	85%	86%	86%	85%

Âge moyen des TPE lors du jugement d'ouverture (en années)



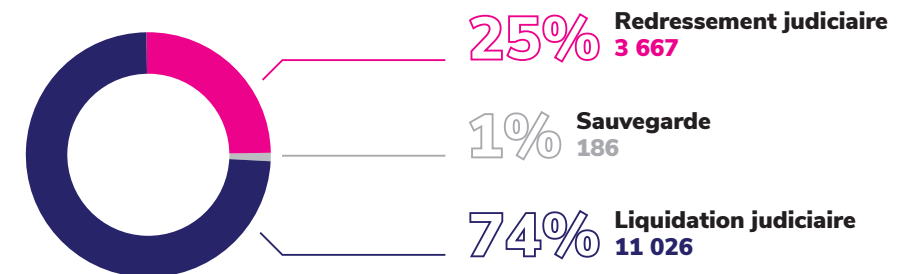
Répartition des TPE selon l'effectif

Plus de la moitié des affaires ouvertes concernent des TPE de 1 à 2 salariés



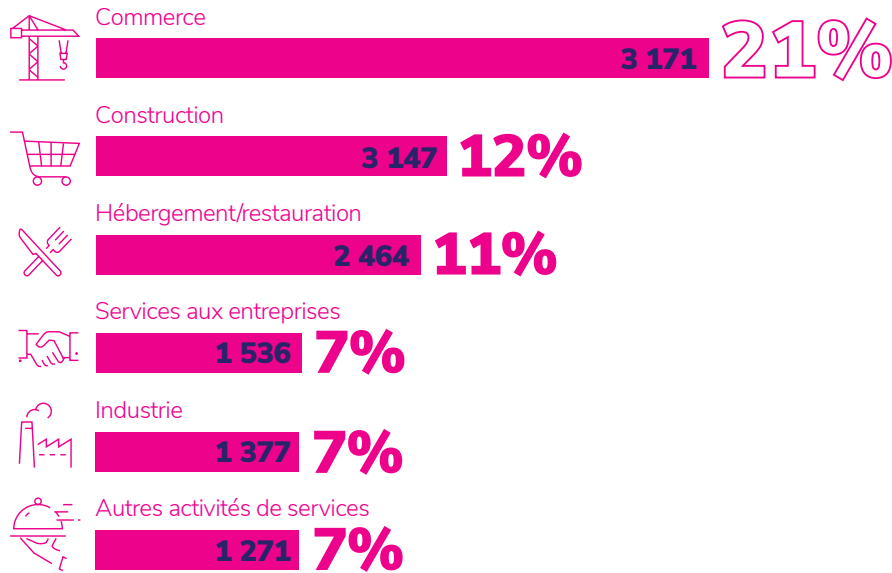
Répartition des TPE par type de procédure

74% des affaires ouvertes sont des liquidations judiciaires



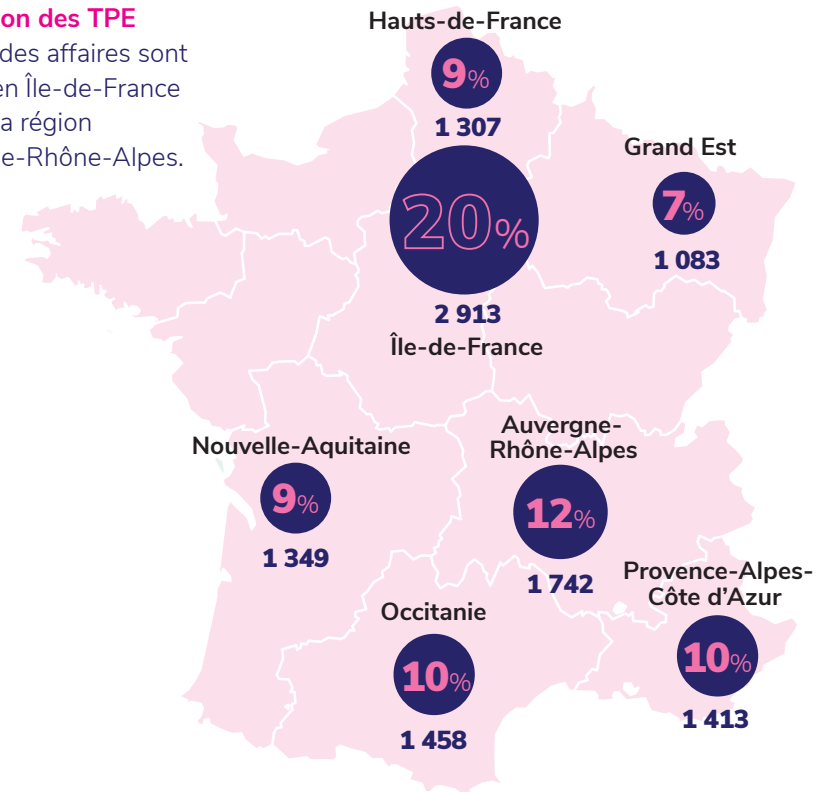
Top secteur d'activité des TPE

Le commerce, la construction et l'hébergement/restauration sont les secteurs les plus impactés.



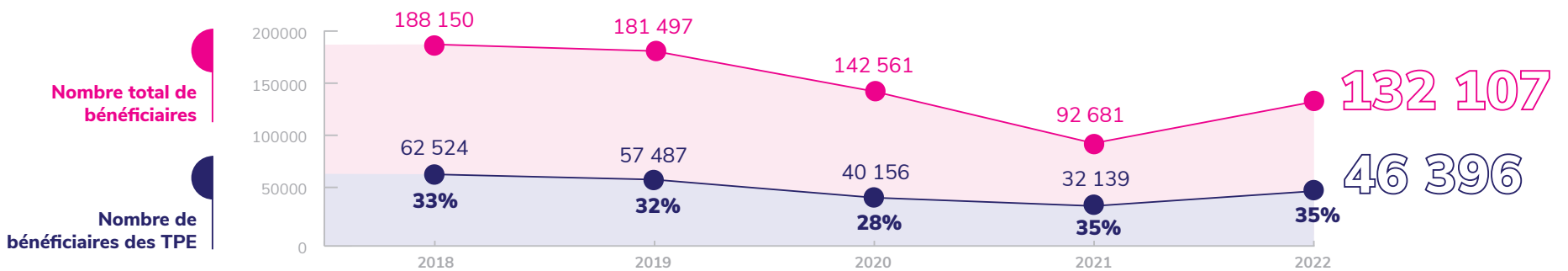
Top région des TPE

Un tiers des affaires sont situées en Île-de-France et dans la région Auvergne-Rhône-Alpes.

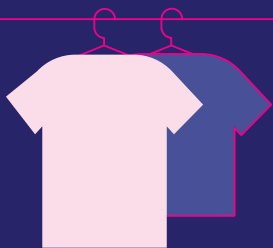


Nombre de bénéficiaires des TPE

Plus d'un tiers des bénéficiaires de la garantie AGS sont issus de TPE.



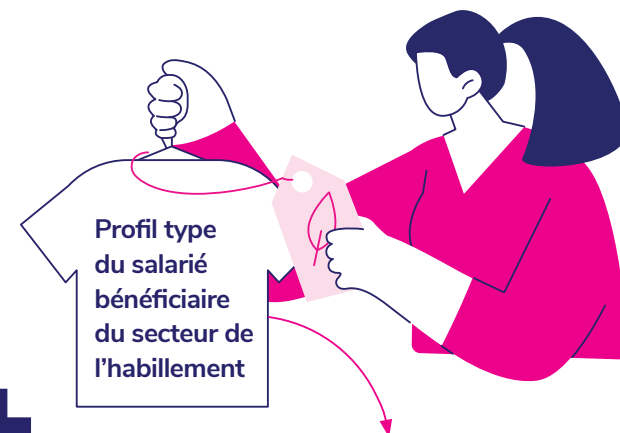
En 2022, le secteur de l'habillement et de la chaussure en France a enregistré un rebond des défaillances d'entreprise. Plusieurs enseignes emblématiques des années 90 ont fait l'objet d'une procédure collective, à l'instar de la marque du Nord de la France, Camaïeu qui comptait plus de 2 000 salariés, et qui a été placée en liquidation judiciaire.



INTERVENTIONS DU RÉGIME AGS DANS LE SECTEUR DE L'habillement

Les interventions AGS dans ce secteur ont ainsi fortement augmenté avec 7 126 salariés bénéficiaires en 2022, contre 2 424 en 2021, soit une augmentation de 194%. La majorité de ces interventions (83%) concernent le commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé. Le montant des avances pour l'ensemble du secteur a grimpé de 84% en une année, alors qu'il a progressé de 30% tous secteurs confondus.

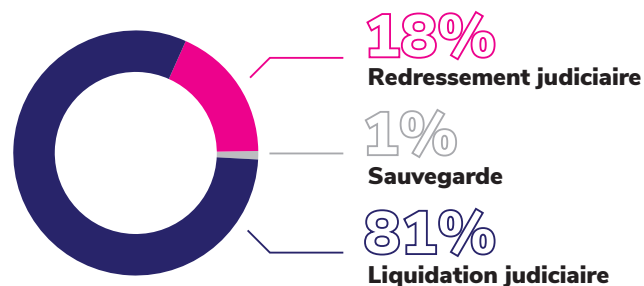
2023 s'annonce également comme une année difficile pour le secteur du commerce et de l'habillement. Le premier trimestre 2023 confirme cette tendance avec le placement en procédure collective des chausseurs San Marina et André, ou encore de Go Sport, Kookaï, Gap France, et plusieurs autres enseignes du secteur.



Femme → 89% des bénéficiaires
Âge → 37 ans
Ancienneté → 7 ans
Contrat de travail → 82% en CDI
Salaires de référence → 2 085 €
Avance versée par l'AGS → 5 007 €

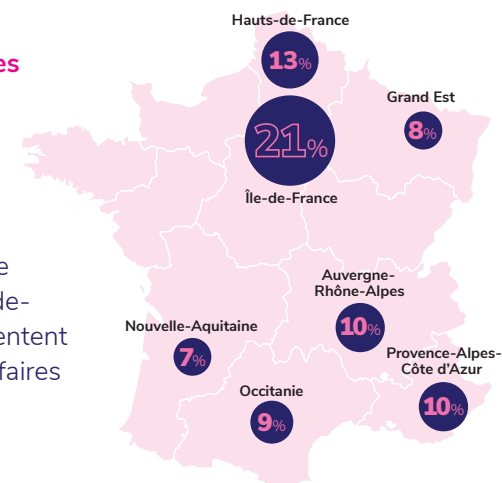
Répartition par type de procédure

81% des affaires AGS ouvertes dans ce secteur sont des liquidations judiciaires, contre 69% tous secteurs confondus.



Top région des entreprises du secteur de l'habillement

L'Île-de-France et les Hauts-de-France représentent un tiers des affaires AGS ouvertes.



Bilan du processus Avances après trois ans de mise en œuvre

Lancé le 1^{er} janvier 2020, le dispositif de traitement des avances a connu sa troisième année d'existence. Ce dispositif est basé sur une volonté d'accroître notre qualité de service à l'égard des bénéficiaires du Régime AGS et sur la digitalisation des échanges avec les études de mandataires judiciaires. Depuis son déploiement, il contribue à la performance des délais de traitement des demandes d'avance : en 2022, 70% des demandes d'avance ont été traitées dès le lendemain de leur réception et 94% dans les 3 jours.

Cette réactivité, sur une année 2022 pourtant plus génératrice de demandes de prise en charge que les deux précédentes, a été rendue possible par l'implication constante des acteurs du dispositif de traitement des avances, qu'il s'agisse des collaborateurs de la Délégation Unédic AGS mais aussi des organes de la procédure.

Afin de garantir un niveau de performance élevé et un traitement rapide des créances salariales, le processus est fréquemment challengé. Les enjeux des prochains mois seront de répondre à une augmentation probable des interventions du Régime et de poursuivre notre démarche d'optimisation du processus.

À moyen terme, le processus devra relever un nouveau défi : s'intégrer au nouvel outil de gestion métier de notre Institution développé dans le cadre de la modernisation de notre Système d'Information.



La parole à Mélissa LAFFAILLE- SAUDEL

Gestionnaire d'affaires au CGEA de Bordeaux.

Quels ont été les apports du processus Avances pour les collaborateurs de la Délégation Unédic AGS ?

Tout d'abord, ce processus est constitué de plusieurs documents à vocation pédagogique et normative destinés aux collaborateurs, qui leur permet de réaliser l'examen des pièces nécessaires au traitement des demandes d'avance avec un contrôle global, en veillant à la bonne application de la garantie AGS aux sommes dues aux salariés. Cette documentation aborde les 3 niveaux de l'étude effectuée par les collaborateurs lors du traitement d'une demande d'avance : les données de l'entreprise, les caractéristiques des salariés et le caractère garantissable des sommes dues aux salariés. L'apport majeur de ce processus est la recherche d'une uniformisation des traitements sur l'ensemble du territoire national. Il offre notamment une vision panoramique des questions à se poser et des documents auxquels se référer.

Selon vous, en quoi le processus permet-il de répondre efficacement à une prochaine hausse du nombre de procédures collectives ?

Un référentiel, en compilant l'ensemble des points de contrôle et d'alerte concernant les typologies de créances les plus fréquentes, fluidifie l'étude des demandes de prise en charge et participe à la rapidité de notre intervention. Par ailleurs, la dématérialisation des échanges est un élément fondamental : elle est non seulement un gage de rapidité mais permet également d'organiser des opérations de mutualisation des traitements entre les différents centres de gestion

« L'apport majeur de ce processus est la recherche d'une uniformisation des traitements sur l'ensemble du territoire national. »

SOLIDARITÉ INTERENTREPRISES ET **financement**

Le Régime de garantie des salaires a été créé en 1973 lors du premier choc pétrolier. Ce dernier entraîne des liquidations judiciaires en cascade, dont une particulièrement emblématique : l'affaire LIP.

Les pouvoirs publics et les milieux économiques prennent alors conscience de l'insuffisance de la protection des salariés lors de défaillances d'entreprise : inégalité de traitement des entreprises défaillantes en fonction de leur patrimoine ; délais de prise en charge des créances alimentaires ; etc.

Ces situations difficiles, à la fois pour les entreprises et les salariés, conduisent les syndicats patronaux à créer un système fondé sur la solidarité interentreprises qui permettra d'indemniser les salariés en cas de faillite d'une manière rapide et égalitaire.

Les entreprises vont donc financer le fonds de garantie seules, au travers notamment, d'une cotisation exclusivement patronale. C'est donc l'ensemble des entreprises françaises qui vient au secours des entreprises en difficulté et de leurs salariés.

« En cas de liquidation judiciaire ou de faillite, il faut garantir aux salariés licenciés le paiement, dans les meilleurs délais, des salaires, préavis et indemnités auxquels ils ont droit. Cela est juste : les salariés ne doivent pas supporter les risques financiers de l'échec de gestion. »

François Ceyrac, Président du CNPF, Centre National du Patronat Français (actuel MEDEF) – le 20 septembre 1973.

La situation des salariés avant 1974

Avant la loi de 1973, il n'existait pas de dispositif dédié à la prise en charge des créances salariales impayées dans les procédures collectives. Les salariés bénéficiaient simplement des privilèges prévus par la loi dont le superprivilège pour les salaires des 60 derniers jours d'activité, lequel primait toutes les autres créances.

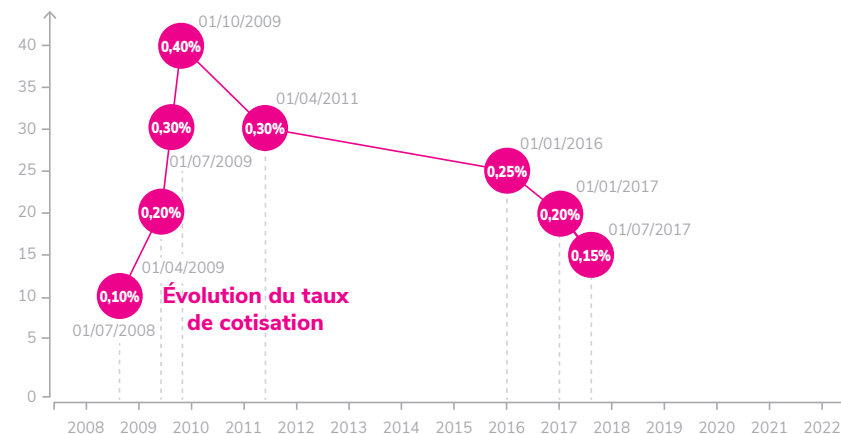
Lorsque le syndic disposait de fonds suffisants, il procédait prioritairement au règlement de cette fraction superprivilégiée des créances salariales. Mais dans nombre de cas, faute de fonds immédiatement disponibles, les salariés devaient attendre la réalisation des actifs de la procédure collective et l'établissement du projet de répartition des fonds. Dès lors qu'il n'existait pas d'actifs dans l'entreprise en procédure collective, ces créances restaient impayées. De plus, en cas de contestation globale ou partielle de ses créances, le salarié devait engager une instance prud'homale avant de revenir devant le juge-commissaire pour faire admettre ses créances : une procédure longue et incertaine qui retardait l'indemnisation du salarié.

Le financement du Régime AGS repose sur deux sources :

- Une cotisation patronale obligatoire ;
- La réalisation des actifs des entreprises liquidées et le remboursement des échéances du plan de redressement ou de sauvegarde, aussi appelés « récupérations ».

Comment est défini le taux de cotisation ?

Le taux de cotisation patronale est fixé par le Conseil d'Administration de l'AGS, sur la base des besoins estimés et selon l'évolution de la santé économique française, avec un souci permanent du maintien de la compétitivité des entreprises.



Comment fonctionnent les récupérations ?

Dans les sauvegardes et les redressements judiciaires, l'AGS perçoit des récupérations dans le cadre des plans de redressement ou de sauvegarde et des échéanciers qu'elle accorde dans ces procédures. En effet, l'AGS accorde régulièrement des moratoires sur le remboursement de ses créances « superprivilégiées » et « postérieures privilégiées », exigibles normalement dès l'adoption du plan, afin d'accompagner les entreprises dans leur restructuration et ne pas grever leur trésorerie.

Dans le cadre des liquidations judiciaires et des répartitions entre les créanciers de la réalisation des actifs, l'AGS récupère tout ou partie de ses créances avancées dans un ordre précis :

- L'AGS récupère en premier lieu les sommes avancées à titre « superprivilégié ». Ce rang de créance, par sa primauté sur les autres, assure au Régime de meilleures récupérations et garantit ainsi son équilibre financier ;

- L'AGS peut également récupérer en second lieu certaines sommes avancées à titre « postérieur privilégié », « privilégié », ou « chirographaire ». Cependant, elle entrera en concours avec les autres créanciers bénéficiant également de privilèges ou de sûretés. Les récupérations du Régime sur ces trois rangs sont généralement plus faibles et incertaines en raison de l'insuffisance de l'actif du débiteur et de la multiplicité des créanciers.

Une baisse sensible des récupérations issues des procédures collectives est amorcée depuis plusieurs années. Ce phénomène peut s'expliquer par différentes raisons :

- La crise sanitaire du Covid-19 a engendré une baisse du nombre de procédures collectives ouvertes et des montants avancés par l'AGS entraînant, mécaniquement, une baisse des montants récupérés ;
- Le développement des « sûretés » : les recours à des mécanismes de sûretés par les créanciers, afin de mieux

garantir le remboursement de leurs créances, sont en augmentation ;

- De nouvelles pratiques de gestion des sociétés comme le leasing ou la fiducie-sûreté ont engendré une paupérisation des actifs. Il est à noter que plus de 85% des entreprises prises en charge par le Régime AGS, comportent moins de 10 salariés, ce qui entraîne une faible capitalisation dans la majorité des cas ;
- L'ordonnance n°2021-1192 du 15 septembre 2021 a modifié les règles de répartition entre les créanciers, notamment dans le cadre des liquidations judiciaires. Ces modifications, certes récentes, peuvent impacter les récupérations du Régime AGS.

Évolution des montants des cotisations (2013 à 2022) en millions d'euros

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1422	1437	1458	1273	966	818	833	757	860	936

Évolution des montants récupérés (2013 à 2022) en millions d'euros

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2022/2021
718	766	724	716	683	611	533	496	427	330	-22,8%



Rétrospective

P.28 Défense des intérêts du Régime AGS devant les juridictions

P.30 Lutte contre la fraude : un enjeu important

P.34 Le Régime AGS et l'Europe

P.36 Rencontres et échanges

P.39 Modernisation du Système d'Information

P.40 Gestion des risques : s'inspirer du passé et anticiper l'avenir en identifiant les risques émergents

P.42 Engagés, solidaires et écoresponsables

pective

Tout au long de l'année 2022, le Régime AGS a poursuivi sa dynamique d'amélioration continue autour de trois axes :

- > Être toujours plus performant dans ses missions ;
- > Renforcer sa présence au sein de son écosystème, en France et en Europe ;
- > Anticiper et préparer l'avenir

Le Régime AGS s'engage également à travers des actions solidaires et écoresponsables.

Défense

DES INTÉRÊTS DU RÉGIME AGS DEVANT LES JURIDICTIONS

La représentation de l'AGS devant les juridictions sociales (conseils de prud'hommes et cours d'appel) est une activité inhérente à la mission de garantie des créances salariales. L'intervention de la Délégation Unédic AGS devant les juridictions sociales a pour objectif de veiller au respect du cadre légal de la garantie AGS.

Contentieux social

En 2022, la Délégation Unédic AGS a traité près de 8 200 convocations prud'homales et requêtes introductives d'instance. Ces contentieux prud'homaux ont concerné 15 775 salariés et près de 105 M€ ont été versés en dommages et intérêts par le Régime.

Le Régime AGS est conscient de son rôle de partie à l'instance et attaché au débat contradictoire.

A ce titre, la Délégation Unédic AGS fait le choix de concentrer ses efforts de représentation sur des contentieux identifiés comme étant à forts enjeux pour le Régime AGS.

Particulièrement investi dans la lutte contre toute forme de fraude, le Régime AGS s'implique fortement, aux côtés des organes de la procédure collective, dans tous les contentieux naissant d'un refus d'intervention du Régime AGS lorsqu'une fraude ou une tentative de fraude est identifiée par le tribunal de commerce, les mandataires de justice ou les équipes de la Délégation Unédic AGS à l'occasion du traitement d'un dossier.

Dans les autres contentieux initiés par les salariés des entreprises en procédure collective, par un suivi attentif des décisions rendues, elle s'assure que la juridiction sociale n'ordonne pas la mobilisation de la garantie AGS au-delà des créances, des périodes et des plafonds prévus par le code du travail.

Cette nouvelle orientation a suscité quelques interrogations. Les interventions réalisées par la Délégation Unédic AGS devant les juridictions sociales offrent l'opportunité d'expliquer cette stratégie et permettent de tenir compte des remarques afin d'adapter et d'améliorer en continu la gestion du Régime.

Le règlement amiable

Cette démarche résulte de la volonté du Régime AGS de s'inscrire dans ce mouvement législatif d'un traitement alternatif des contentieux. Elle présente un intérêt pour chaque partie :

- pour le salarié : obtenir un paiement rapide de ses créances salariales, sans avoir à supporter les délais de la procédure prud'homale ;
- pour les organes de la procédure : maîtriser les coûts engendrés par le contentieux prud'homal en limitant le montant des créances fixées au passif de la société et préserver les intérêts de la collectivité des créanciers à la procédure collective ;
- pour le Régime AGS : maîtriser les frais attachés au traitement des litiges, contribuant ainsi au maintien de l'équilibre financier du Régime, tout en favorisant un paiement rapide pour ses bénéficiaires.

599

règlements amiables initiés
par l'AGS en 2022.

Contentieux devant les juridictions commerciales

L'année 2021 a vu émerger de nouveaux contentieux commerciaux impliquant l'AGS dans la mise en œuvre de sa garantie. Ils concernent principalement, d'une part, l'intervention de sa garantie à titre subsidiaire en redressement judiciaire et en liquidation judiciaire, et d'autre part les assignations en restitution de fonds. Ces typologies de contentieux ont continué à se développer et à évoluer en 2022, mais ne portent que sur un nombre très limité de dossiers.

Dossier en cours en 2022 devant les juridictions commerciales

8 contentieux

liés à l'application du « principe de subsidiarité », pour un enjeu financier global de 2 M€.

25 contentieux

résultant d'assignations en « restitutions » de fonds, pour un enjeu financier global de 1,6 M€.

8 contentieux

liés à des demandes de « remboursement provisionnel » de la créance superpriviligée de l'AGS, pour un enjeu financier global de 4,8 M€.

L'application du « principe de subsidiarité » génère peu de contentieux. En 2022, l'AGS a contesté 273 demandes d'avance, pour un montant de près de 16 M€. Seules 3% d'entre-elles ont débouché sur un contentieux.

D'autre part, les contentieux relatifs aux restitutions, et leur corollaire lié au « remboursement provisionnel » de la créance superpriviligée de l'AGS, ont augmenté.

À ce jour, sur l'ensemble des contentieux commerciaux, 8 ont été portés devant la Cour de Cassation, dont 7 portant sur l'application du « principe de subsidiarité ».

Lutte CONTRE LA fraude

UN ENJEU IMPORTANT

Le Régime AGS fait de la lutte contre la fraude une de ses priorités. Cette démarche repose notamment sur la détection des situations de suspicion de fraude et est mise en œuvre via un maillage territorial de Référents Fraude, chargés du signalement de fraudes et de leurs suivis. Le Régime mène, par ailleurs, des actions de formation et de partage d'expertise en interne et en externe.

Détections en chiffres

Le dispositif de lutte contre la fraude repose notamment sur une démarche préventive, via des contrôles a priori sur les dossiers et des signalements émis par la Délégation Unédic AGS. Si les contrôles menés permettent de conclure à une fraude, la Délégation Unédic AGS refuse d'intervenir en garantie et émet un signalement.

Le nombre de détections a augmenté légèrement de 3% en 2022 pour atteindre 485 signalements dans 212 entreprises. Trois motifs ont représenté la moitié des signalements :

- la « fictivité du contrat de travail » ;
- la « fictivité de l'activité de l'entreprise » ;
- la « gérance tournante ».

Sur l'année, l'enjeu financier global lié à ces signalements s'est élevé à 14,1 M€, contre 13,7 M€ en 2021.

Pour 75% des démarches fondées, on observe deux cas de figure :

- soit la saisine de la juridiction prud'homale de la part de la personne suspectée de fraude n'a pas lieu ;
- soit la Délégation Unédic AGS obtient gain de cause devant la juridiction sociale.

Chiffres clés 2022

Enjeux financiers

14,1 M€

Soit une évolution de +58,6% par rapport à 2021

Nombre de détections

Signalements

485

(+2,8% par rapport à 2021)

Entreprises concernées

212

(-0,9% par rapport à 2021)

En 2022, l'accent a été mis sur le renforcement du dispositif de lutte contre la fraude au travers de la formation, aussi bien en interne qu'en externe, auprès d'un public institutionnel.

Actions de formation

En interne, une formation sur la lutte contre la fraude a été déployée auprès des équipes opérationnelles sur tout le territoire. L'ensemble des collaborateurs des 15 CGEA (Centres de Gestion et d'Etudes AGS), et des encadrants de centre ont été concernés.

Il s'agissait de donner un socle commun de connaissances sur la fraude, les outils de détection, les critères d'alerte et les typologies de fraudes sociales attachées au contrat de travail, fraudes auxquelles le Régime AGS peut être confronté, mais aussi de sensibiliser les équipes à la nécessaire vigilance dans le traitement des dossiers.

En externe, la Délégation Unédic AGS a également poursuivi son action de partage d'expérience et d'expertise auprès de ses partenaires par le biais d'une formation intitulée : « La fraude sociale dans la procédure collective », inscrite au catalogue des formations transverses de la MICAF (Mission Interministérielle de Coordination Anti-Fraude). Cinq sessions ont été ainsi assurées auprès d'un public institutionnel varié, notamment deux auprès des CODAF (Comités Opérationnels Départementaux Anti-Fraude) d'Evry et Toulon.

L'objectif de ces actions de formation externe est double :

- être connu et reconnu en tant qu'acteur de la lutte contre la fraude ;
- renforcer la coopération avec les différents partenaires de la Délégation Unédic AGS.





M. Emmanuel JOLY

Responsable du service appui et relations du travail de la DDETS (Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) du Var et Secrétaire permanent du CODAF (Comité Opérationnel Départemental Anti-Fraude) de Toulon.

« Désormais, la présence de la Délégation Unédic AGS au sein du CODAF du Var dans sa formation plénière et sa formation restreinte opérationnelle facilite l'échange d'informations avec les partenaires de l'instance [...] »

La parole à Emmanuel JOLY

Pourriez-vous préciser ce que sont les Comités Opérationnels Départementaux Anti-Fraude (CODAF) ?

Les Comités Opérationnels de lutte contre la fraude aux finances publiques (CODAF) ont été créés à titre expérimental dès 2008 puis ont été pérennisés en 2010 dans chaque département. Ils succédaient alors aux anciens Comités Opérationnels de Lutte contre le Travail Illégal (COLTI) institués depuis 1997.

Dans leur forme actuelle, les CODAF sont régis par les dispositions du décret n°2020-872 du 15 juillet 2020. Les CODAF se voient confier par ce texte le soin de déterminer, au niveau départemental, les actions coordonnées à mettre en place entre partenaires en matière de lutte contre les fraudes fiscales et sociales ainsi qu'en matière de travail illégal, de veiller aux échanges d'informations entre les services concernés et de rendre compte de leur action.

La composition des CODAF a été définie en dernier lieu par un arrêté interministériel en date du 12 octobre 2020 qui a élargi les anciennes formations à de nouveaux membres, dont le responsable du centre de gestion et d'étude AGS territorialement compétent. Dès lors, si la délégation UNEDIC AGS pouvait déjà participer à certains CODAF en tant qu'invitée, elle est désormais membre de droit de l'instance. Le CODAF est présidé conjointement par le préfet et le procureur de la République près le tribunal judiciaire du chef-lieu du département tout en associant, le cas échéant, les procureurs des autres ressorts judiciaires du département.

Chaque CODAF se réunit en formation plénière au moins une fois par an dans une perspective plutôt stratégique afin d'établir le bilan annuel de son activité et de fixer sa feuille de route en matière de contrôles coordonnés et d'échanges d'informations.

Il se réunit également de façon plus fréquente en formation restreinte, plus opérationnelle afin de coordonner l'action des services enquêteurs. Il est alors présidé par le procureur de la République territorialement compétent. Il s'agit de l'instance principale de coordination des contrôles et d'échanges d'informations.

Au-delà du rôle assigné au CODAF par les textes qui le régissent, cette instance présente également l'intérêt de permettre à ses membres de mieux se connaître, de mieux échanger donc de coopérer plus efficacement dans la lutte contre la fraude aux finances publiques dans le cadre d'une stratégie partagée localement.

Quel est le rôle d'un secrétaire permanent du CODAF ? Comment occupez-vous cette fonction au quotidien ?

Le secrétariat permanent du CODAF est assuré par un ou plusieurs agents des administrations de l'Etat ou des organismes de protection sociale membres de l'instance. Les textes assignent au secrétaire du CODAF un rôle d'organisation des séances plénières et restreintes, de véritable lien entre les partenaires, facilitant en cela la coordination interministérielle en matière de lutte contre la fraude sociale, fiscale et douanière et le travail illégal.

Le secrétariat du CODAF assure également la centralisation de tous les procès-verbaux dressés dans le département en matière de travail illégal en vue non seulement d'assurer le traitement statistique, mais surtout de permettre la mise en œuvre de l'ensemble des leviers de sanctions, civiles, administratives et judiciaires. Il facilite et appuie également l'organisation des opérations de contrôle conjointes ou coordonnées entre les différentes administrations et organismes partenaires.

Au-delà de ces fonctions « administratives », j'appréhende mon rôle de secrétaire de CODAF surtout comme un facilitateur, comme celui « qui met de l'huile dans les rouages » entre plus de quinze administrations et organismes, qui certes œuvrent tous pour la lutte contre la fraude aux finances publiques mais qui n'ont pas toujours les mêmes prérogatives, les mêmes priorités immédiates, les mêmes moyens, les mêmes cultures. Je m'attache principalement à garder une dynamique de collaboration et d'échanges entre les membres de l'instance, tant au plan institutionnel qu'au plan opérationnel. Une des vertus cardinales du CODAF est de permettre le travail en commun des agents de terrain au quotidien.

Toutefois, la vitalité d'un CODAF dépend essentiellement de l'implication des membres qui le composent et de l'impulsion donnée par sa présidence.

Que retiendriez-vous d'original dans l'organisation et le fonctionnement du CODAF du Var ?

Outre ses membres de droit, le CODAF du Var réunit également d'autres partenaires de la lutte contre la fraude que sont la DDPP, le SDJES, la CNMSS et le Conseil départemental dans ses attributions en matière de suivi des bénéficiaires du RSA.

Le CODAF du Var s'est doté d'un règlement intérieur arrêté par sa présidence en concertation avec l'ensemble de ses membres. Si celui-ci mérite sans doute d'être toiletté à l'aune des nouveaux textes et de l'élargissement de sa composition, la définition de règles pratiques d'organisation et de fonctionnement ainsi que l'élaboration d'outils partagés permettent à l'évidence de fluidifier la vie d'une instance

composée de plusieurs administrations et d'organismes et de la pérenniser.

Par ailleurs, à l'occasion de l'intégration des nouveaux membres de droit du comité instituée par l'arrêté du 12 octobre 2020, le CODAF du Var a souhaité expérimenter la constitution de deux groupes spécialisés au sein de sa formation restreinte opérationnelle :

- un groupe spécialisé en matière de travail illégal, fraudes fiscales et douanières etc. qui réunit les forces de l'ordre, les administrations publiques ainsi que les corps de contrôle des organismes de recouvrement URSSAF et MSA ;
- un groupe spécialisé dans les fraudes aux prestations sociales qui réunit les organismes compétents en la matière ainsi que la DDETS, la DDFiP et l'URSSAF. L'AGS a été invitée à rejoindre ce groupe.

L'objectif principal est d'optimiser le contenu des réunions opérationnelles, de rendre plus efficaces les échanges d'informations et de pratiques sur des sujets communs qui intéressent directement les membres de chacune des formations. Les deux groupes ne sont bien évidemment pas étanches et ont vocation à communiquer, voire à participer à des réunions ou à des opérations communes selon la thématique.

La première action visible du nouveau groupe des fraudes aux prestations sociales s'est concrétisée en mai 2022, par la réalisation d'une importante opération coordonnée ciblant les transports sanitaires. Au cours de ce contrôle, près d'une cinquantaine de véhicules ont été contrôlés, ambulances, VSL et taxis.

Comment la Délégation Unédic AGS s'inscrit dans ce dispositif ?

La Délégation Unédic AGS a intégré le CODAF du Var en 2021. Notre volonté première était de mieux faire connaître ses missions et ses moyens à l'ensemble des partenaires. Le Responsable de CGEA a ainsi participé à la réunion plénière du CODAF dès juin 2021 pour une introduction officielle. Puis, celui-ci a pris une part active dans la première réunion du groupe du CODAF restreint spécialisé dans les fraudes aux prestations sociales qui s'est tenue en septembre 2021. À cette occasion ont été présentés aux partenaires, l'organisation de la Délégation Unédic AGS et son dispositif de lutte contre la fraude.

Pour aller plus loin, une formation relative à la « fraude sociale dans la procédure collective » a été organisée localement à destination des membres intéressés du CODAF du Var. Celle-ci a été dispensée par l'AGS et y ont participé notamment la DDETS, l'URSSAF, la DDFiP etc. ainsi qu'un magistrat du parquet du tribunal judiciaire.

Désormais, la présence de la Délégation Unédic AGS au sein du CODAF du Var dans sa formation plénière et sa formation restreinte opérationnelle facilite l'échange d'informations avec les partenaires de l'instance et permet également un accès plus direct aux magistrats du parquet qui pilotent l'instance. Dans ce cadre, l'AGS contribue plus particulièrement à la lutte contre les sociétés éphémères frauduleuses, compte tenu de son intervention lors des procédures collectives qui constitue l'une de ses spécificités, et plus généralement à la lutte contre les fraudes sociales en cascade qui peuvent impacter plusieurs organismes.

Dès le début des années 2000, l'AGS a initié une démarche de rencontre avec les différents fonds européens afin d'anticiper les mutations de son environnement et la montée en puissance des questions européennes dans son champ d'activité. En 2021, une nouvelle impulsion a été donnée à cette démarche européenne dans un contexte de bouleversements politiques, économiques et sociaux. À travers ces différentes rencontres, le Régime AGS est plus que jamais à l'écoute de ses homologues européens dans une Europe en perpétuelle évolution. Il y puise des idées nouvelles à même de perfectionner les mécanismes de garantie au niveau national et européen.



LE RÉGIME AGS ET l'Europe

Politique de coopération et d'échanges avec nos homologues européens

Chaque pays européen a développé, dans le cadre de la transposition de la Directive 2008/94/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008, un système de protection des salariés des entreprises en procédure collective eu égard à son histoire et à ses besoins sociaux et économiques.

Des différences notables ont été constatées entre les différents dispositifs européens, notamment sur le plan des montants garantis, du financement, et plus largement du périmètre d'intervention. Cette diversité d'approche apparaît comme une source de réflexion et d'interrogation sur l'évolution de nos différents systèmes.

Dans un premier temps, la Délégation Unédic AGS a constitué une documentation complète sur les caractéristiques de neuf fonds de garantie européens représentatifs de la diversité européenne.

Des contacts ont été pris sur la base de ces différentes informations, auprès de plusieurs fonds européens, avec pour objectifs : de créer des liens entre l'AGS et chaque institution ; d'échanger sur nos pratiques ; d'identifier des axes d'amélioration ; de promouvoir la garantie AGS, qui est et demeure le régime le plus favorable pour les salariés en Europe.

En 2022, plusieurs évènements ont ainsi été organisés :

- des rencontres à distance avec 8 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Grèce, Pologne, Portugal et Suède ;
- une délégation de notre Institution s'est déplacée en Allemagne, en Belgique, en Espagne et au Portugal ;
- des représentants du fonds belge (FFE) et du fonds espagnol (FOGASA) ont été reçus à Paris. À cette occasion, la question des faillites transnationales a été abordée avec ces deux pays, au regard du nombre de dossiers communs.

De ces entretiens est ressortie une volonté commune de développer des échanges réguliers entre les différents fonds sur certaines thématiques, notamment, la lutte contre la fraude.

Une orientation conforme aux recommandations de la Cour des Comptes, qui préconisait de développer les échanges et les bonnes pratiques avec les autres fonds de garantie sur la lutte contre la fraude.

D'ores et déjà, plusieurs pays comme la Suède, le Portugal, l'Espagne et l'Allemagne ont manifesté un vif intérêt pour l'approfondissement de ce sujet majeur intégré à leurs préoccupations nationales. Les travaux vont donc se poursuivre sur cette thématique en 2023.



Belgique

Fonds de Fermeture des entreprises (FFE)



Espagne

Fondo de garantía Salarial (FOGASA)



Portugal

Instituto de Gestao Financeira de Segurança Social IP (IGFSS)



Suède

Bankruptcy Supervisino Section Swedish Enforcement Authority



Allemagne

Bundesagentur für Arbeit



Autriche

Insolvenz-Entgelt-Fonds Service GmbH



Grèce

OAED



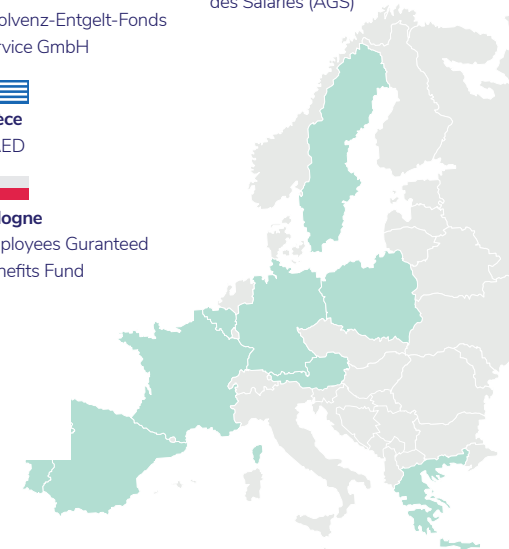
Pologne

Employees Guaranteed Benefits Fund



France





Association pour la gestion du régime de Garantie des créances des Salariés (AGS)



Comparatif des fonds de garantie européens

La France est le pays d'Europe qui s'est doté du fonds de garantie le plus favorable pour les salariés des entreprises en difficulté, que ce soit sur les montants avancés, la nature des créances garanties ou les délais de traitement.










La protection des salariés, une force française

	Plafonds de garantie en 2023	Délais de traitement	Créances prises en charge	Bénéficiaires
 France Association pour la gestion du régime de Garantie des créances des Salariés (AGS)	87 984€	1 à 5 jours	Rémunérations de toute nature, indemnités de licenciement, indemnité compensatrice de préavis et de congés payés, intéressement et participation, dommages et intérêts, mesures d'accompagnement des PSE	Les personnes titulaires d'un contrat de travail de droit privé, quelle que soit sa forme. Sont exclus les stagiaires.
 Espagne Fondo de Garantía Salarial (FOGASA)	33 882€	10 jours	Salaires, indemnités de licenciement, dommages et intérêts pour licenciement abusif	Toute personne fournissant des services à un employeur et percevant un salaire à cet effet, quelle que soit la durée de l'emploi. Sont exclus les employés de maison et les artistes.
 Belgique Fonds de Fermeture des Entreprises (FFE)	30 500€	8 à 10 mois	Salaires et congés payés, indemnité de transition, indemnité de fermeture et complément d'entreprise	Tous les salariés titulaires d'un CDI d'au minimum 1 mois dans les secteurs industriels, commerciaux et non marchands
 Allemagne Bundesagentur für Arbeit - Agence Fédérale pour l'Emploi	21 150€	3 mois	Salaires	Tous les salariés du privé y compris les apprentis, les travailleurs à domicile et les stagiaires.
 Italie Istituto Nazionale della Previdenza Sociale (INPS) - Fondo di Garanzia	3 599€	2 mois	Salaires, indemnités de licenciement (hors indemnité compensatrice de préavis et de congés payés)	Tous les salariés quelle que soit la durée de la relation de travail, y compris les salariés des entreprises publiques. Sont exclus les travailleurs à domicile et les pêcheurs.

Affaires transnationales

Après une hausse observée en 2021, le nombre d'affaires transnationales a connu un repli en 2022 : 17 affaires en 2022 contre 26 en 2021. En recul, l'effectif des salariés bénéficiaires s'est établi à 36 et le montant des avances réalisées à près de 854 000 euros.

L'Allemagne a été le principal pays concerné, suivi de la Belgique avec respectivement 4 et 3 affaires ouvertes.

	Nombre d'affaires	Effectif	Montant avancé par affaire (€)
 Allemagne	4	5	131 714
 Belgique	3	15	179 452
 Danemark	1	1	63 184
 Espagne	1	1	74 064
 Irlande	3	7	275 192
 Italie	1	1	76 080
 Luxembourg	1	1	26 597
 Royaume-uni	2	2	
 Suede	1	3	27 277

En 2022, le Régime AGS est allé à la rencontre d'un grand nombre de professionnels étroitement liés au droit des entreprises en difficulté.

RENCONTRES ET échanges

Ces échanges ont, historiquement, toujours fait partie de l'activité du Régime AGS, soit sous forme de rendez-vous avec des institutionnels, soit d'actions de formation ou d'interventions à des colloques universitaires, à l'instar du colloque « Droit social des entreprises en difficulté » organisé à Aix-en-Provence le 25 novembre 2022.

Plus récemment, la Délégation Unédic AGS a souhaité poursuivre et renforcer cette dynamique qui s'inscrit dorénavant dans le cadre de partenariats.

Il est en effet primordial que tous les acteurs de la procédure collective aient connaissance du rôle et des missions du Régime AGS.

La richesse de ces échanges participe aux réflexions du Régime AGS sur l'adéquation de ses missions au contexte économique, dans un objectif d'efficacité de l'accompagnement social réalisé.

En 2022, ces rencontres ont concerné plus particulièrement :

- les juges des tribunaux de commerce (Nancy, Reims, Lille, etc.) ;
- les présidents de tribunaux de commerce de la troisième région des juges consulaires ;
- les conseils de prud'hommes (Compiègne, Saint-Étienne, etc.) ;
- les étudiants en Master ALED ou en Diplôme Universitaire « Droit social des entreprises en difficulté » (Toulouse, Montpellier, Aix, Marseille, etc.).





M. Jean-Marc LATREILLE

Président du tribunal
de commerce de Marseille.

« L'AGS a un rôle momentané et intermédiaire au soutien d'une structure en difficulté. Dans la situation actuelle, son rôle est essentiel et incontournable. »

La parole à Jean-Marc LATREILLE

Quels sont les grands axes directeurs mis en œuvre en 2022 au sein de votre juridiction ?

En premier lieu, il convient de rappeler que le Tribunal de Commerce de Marseille est une institution consulaire, faisant partie de la Conférence Générale des Juges Consulaires de France.

Il ne s'agit donc pas d'une structure isolée, disposant de ses propres règles et qui fait ce que bon lui semble. Non, le Tribunal travaille avec un objectif précis et dans le respect absolu des règles de droit.

Avant la crise sanitaire, le Tribunal de Commerce de Marseille s'était déjà fortement engagé dans la promotion des procédures amiables de prévention.

Les outils offerts par le législateur et notamment la conciliation et le mandat ad hoc permettent d'apporter des solutions aux difficultés rencontrées par les entreprises, à la condition que ces difficultés soient prises à temps.

En 2022, la prévention avec un immense P a donc été l'objet de toutes les attentions du Tribunal de Commerce de Marseille et le recours aux procédures de mandat ad hoc et de conciliation ont été au cœur de nos préoccupations.

Le Tribunal peut également organiser des rendez-vous avec les chefs d'entreprises, si certains indicateurs de la vie de l'entreprise qui lui sont fournis par le Greffe et que nous appelons « signaux faibles », lui semblent inquiétants.

C'est ce que nous appelons la prévention « détection », prévue par l'article L 611-2 du Code de commerce.

Ces signaux faibles peuvent prendre diverses formes comme :

l'inscription de privilèges ou de nantissements, le non-dépôt des comptes annuels de l'entreprise, des capitaux propres négatifs, des injonctions de payer à répétition ou bien évidemment, les procédures d'alerte des Commissaires aux Comptes.

Nous disposons en outre de passerelles d'informations très efficaces avec l'URSSAF, la DGFIP et la Banque de France, qui nous permettent d'améliorer notre analyse de l'entreprise qui nous paraît en difficulté.

Lors de ces rendez-vous, les réactions des entrepreneurs sont bien évidemment différentes.

Certains le prennent bien et apportent rapidement des explications et des solutions aux difficultés que nous avons pu identifier. D'autres reconnaissent être face à des difficultés importantes et sollicitent notre protection.

La prévention « détection » vise également à assainir le tissu économique local et à maintenir l'ordre public économique en éliminant ces sociétés, appelées « zombies », qui continuent à exister, sans activité, sans clients ni fournisseurs...

C'est ainsi qu'en 2020 nous avons pu détecter environ 200 de ces entreprises et les conduire à leur radiation du registre du Commerce.

Pour faciliter l'accès à la prévention, nous avons ouvert des permanences au sein des maisons de la justice et du droit de Marseille et d'Aubagne où un chef d'entreprise peut rencontrer un juge du Tribunal de Commerce, qui pourra lui apporter tous les éclaircissements nécessaires dans un cadre accueillant et peut-être moins austère et impressionnant que notre Tribunal.

Le Tribunal de Commerce de Marseille, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, déploie des efforts importants en faveur des procédures amiables de prévention. Les procédures collectives

restent bien évidemment possibles et elles représentent même la majorité des procédures instruites par notre Tribunal. Toutefois, les chances de succès d'une procédure collective sont notablement plus faibles que celles d'une procédure amiable, dont la confidentialité est de surcroît garantie par la loi.

Quel est votre diagnostic sur l'évolution des procédures collectives dans le ressort de votre tribunal pour les mois à venir ? (Augmentation des défaillances, secteurs d'activité...)

Après une chute drastique des procédures collectives en 2020, avec une baisse moyenne de l'ordre de 40%, le retour à une activité normale est progressif.

En effet, cette baisse, dont certains se sont réjouis, ne reflétait certainement pas la situation de l'économie Française.

La reprise amorcée du nombre d'ouvertures de procédure collective en 2021/2022 va se poursuivre en 2023 où nous retrouverons probablement la situation de 2019, c'est-à-dire avant la crise sanitaire.

En 2020, de nombreuses entreprises auraient dû naturellement disparaître... Mais elles ont été soutenues par les aides massives de l'État. Aujourd'hui, 2 ou 3 années plus tard, ces aides ont été consommées et la réalité de la situation économique de ces sociétés est encore plus cruelle, ce qui explique qu'un grand nombre d'entre elles soient immédiatement placées en liquidation judiciaire, toute possibilité de redressement s'avérant impossible.

Cette situation ne nous convient pas tant, nous sommes persuadés que la liquidation judiciaire ne reflète pas l'âme d'un Tribunal de Commerce, ce qui nous renforce dans la promotion des procédures de prévention.

Quel regard portez-vous sur le rôle de l'AGS en tant qu'acteur des procédures collectives ?

En premier lieu, il est vivement regrettable que les tensions entre l'AGS et les professionnels des procédures collectives soient portées sur la place publique. S'il y a des dérapages en matière de maîtrise des frais de justice, ceux-ci doivent être contrôlés et c'est bien ce que nous faisons au Tribunal de Commerce de Marseille, puisque nous demandons aux Conciliateurs et Mandataires ad hoc que nous désignons, de nous fournir un état mensuel des frais (avocats, cabinets d'audit, Experts-comptables...) engagés par la procédure.

L'AGS a un rôle momentané et intermédiaire au soutien d'une structure en difficulté. Dans la situation actuelle, son rôle est essentiel et incontournable.

Néanmoins elle pourrait faire plus... En effet, les procédures de prévention ne demandent qu'à être enrichies.

N'y aurait-il pas la place, dans le cadre d'une procédure de prévention, à une intervention de l'AGS dans des conditions à définir et réservées à certains cas de figure ?

Il convient d'y réfléchir car l'AGS est un outil essentiel pour le rebond des entreprises, qui doit être utilisé intelligemment et le plus tôt possible dans la chaîne des traitements.

« En 2022, la prévention avec un immense P a donc été l'objet de toutes les attentions du Tribunal de Commerce de Marseille et le recours aux procédures de mandat ad hoc et de conciliation ont été au cœur de nos préoccupations. »

Modernisation

DU SYSTÈME D'INFORMATION

Le Régime AGS poursuit la modernisation de son Système d'Information. Dans le cadre de cette stratégie, un projet de refonte du logiciel métier a été initié en 2022 pour remplacer l'actuel progiciel Protéa, en place depuis 2002. À travers cette démarche, la DUA vise l'excellence dans l'exercice de sa mission sociale.

Pour répondre aux nouvelles attentes des utilisateurs et face à l'émergence de nouvelles technologies, le Régime AGS se dote d'outils plus agiles. Ce projet répond, également, aux dernières exigences, en termes de conception et de développement, d'exploitation, ou encore de sécurité (aspect incluant, notamment, la confidentialité des données informatiques).

Cette nouvelle plateforme digitale sera déployée sur un cloud dit « souverain », c'est-à-dire dans un environnement sécurisé et hébergé en France.

Les « collaborateurs utilisateurs » auront accès à un outil plus performant, afin d'améliorer le service rendu aux bénéficiaires, priorité de l'AGS.

Ce futur système d'information reposera, notamment, sur :

- la Lecture Automatique de Documents (LAD), la Reconnaissance Automatique de Documents (RAD), et la reconnaissance de caractères d'un document (OCR). Ces technologies permettent de créer de la valeur, en dispensant les collaborateurs de tâches chronophages à faible valeur ajoutée, grâce à la digitalisation et à l'automatisation ;
- le recours à l'intelligence artificielle (I.A.), afin de renforcer la capacité d'analyse, et ainsi optimiser et valoriser l'utilisation des données, que ce soit en termes de statistiques et d'analyses prédictives, de lutte contre la fraude, ou encore de partage avec les partenaires extérieurs.



Un outil co-créé par les utilisateurs, pour les utilisateurs

Les collaborateurs de la Délégation Unédic AGS, utilisateurs finaux, sont au centre de cette démarche de refonte pour redéfinir les processus métiers de demain.

L'implication des utilisateurs métier dans la construction de la solution est un aspect essentiel du programme. Ils sont les mieux placés pour juger de la pertinence du produit par rapport au métier, et pourront s'appropriier plus rapidement le nouvel outil.

Si le métier de risk manager s'est longtemps organisé autour d'une actualisation annuelle des cartographies des risques permettant d'identifier les zones vulnérables de l'entreprise à un moment présent, il nécessite aujourd'hui d'adopter de nouvelles approches proactives.

Gestion DES RISQUES : S'INSPIRER DU PASSÉ ET ANTICIPER L'AVENIR EN IDENTIFIANT LES RISQUES ÉMERGENTS

Tenir compte de l'identification des risques émergents pour identifier les enjeux de demain est devenu une nécessité. Ce « demain » ne se traduit plus par un exercice annuel, mais par une surveillance continue de notre environnement.

Ce changement de paradigme tient à la multiplication des aléas dans un environnement économique et social fragilisé par :

- la fin des dispositifs de soutien du gouvernement mis en place pendant la crise Covid-19 ;
- un contexte géopolitique dégradé ;
- un taux d'inflation élevé ;
- des ruptures d'approvisionnement et un accroissement du prix des matières premières et de l'énergie ;
- une augmentation des coûts de masse salariale dans de nombreux secteurs ;
- des risques climatiques, etc.

Dans cet environnement incertain, une démarche proactive de gestion des risques est incontournable.

Tout au long de l'année 2022, une veille a été assurée pour identifier ces risques et les intégrer aux différents scénarii de management des risques de notre organisation.

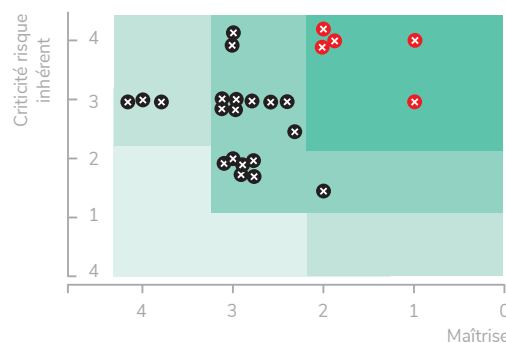
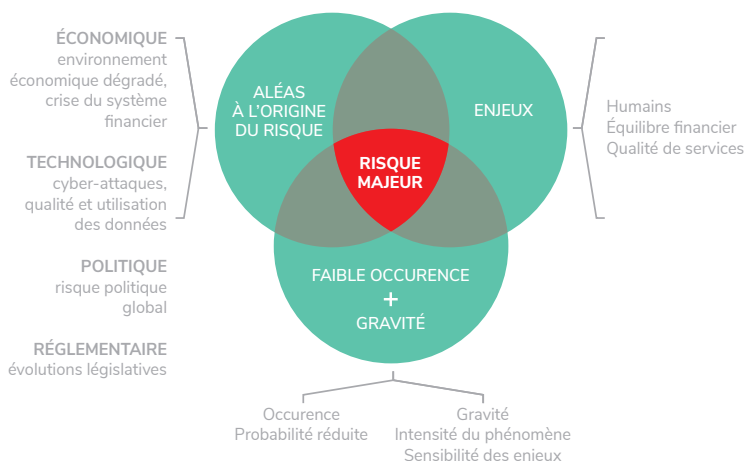
En l'absence de données chiffrées et de recul par rapport à ces risques, cette veille se traduit par la mise en place de nouvelles pratiques au sein de la Délégation Unédic AGS :

- retours d'expériences d'autres entreprises ;
- networking ;
- webinaires IFACI (Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne) ;
- participations aux rencontres annuelles de l'AMRAE (Association pour le Management des Risques et des Assurances de l'Entreprise) ;
- échanges avec les experts Métier et les parties prenantes ;
- ateliers réguliers associant les responsables de processus, etc.

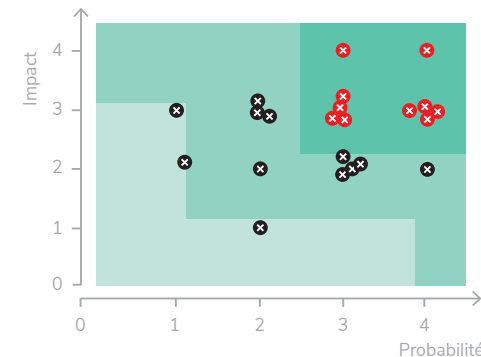
En 2022, de nombreux risques, comme le rebond des défaillances d'entreprise ou l'évolution exponentielle des risques cyber ont été identifiés grâce à ces nouvelles pratiques.

La communication, un facteur essentiel à la démarche

En 2022, de nouveaux outils comme les Heat map ou la surveillance du score d'appétence, et de nouveaux moyens de communication ont été développés par le service Management des Risques de la Délégation Unédic AGS, pour accroître notre efficacité. Des échanges réguliers sont mis en place avec les encadrants des CGEA (Centre de Gestion Et d'Étude AGS), des Pôles et des Services. Afin d'intégrer l'ensemble des collaborateurs à cette démarche, des informations spécifiques et des campagnes de sensibilisation à la « culture risque » ont été développées.



Exemple de Heat map
Risque résiduel : croisement de la criticité et du niveau de maîtrise



Exemple de Heat map
Risque inhérent : croisement des impacts et de la probabilité

Une meilleure prise en compte du risque relatif à la protection des données traitées par la Délégation Unédic AGS, en particulier les données à caractère personnel.

La réglementation européenne applicable en matière de RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données) a conduit à l'émergence d'un risque très spécifique : celui de la non-conformité à ce dispositif de protection des données personnelles. Intégré à la cartographie des risques, celui-ci a fait l'objet d'un suivi particulier par la Référente RGPD de la Délégation Unédic AGS, en lien avec le Délégué à la protection des données (DPO).

Les nouveaux systèmes d'information nécessitent une vigilance particulièrement accrue, avec l'essor de l'intelligence artificielle, de ChatGPT et autres nouvelles technologies de l'information et de la communication. La Délégation Unédic AGS adopte une posture Privacy by design, en intégrant ce risque dès la conception des projets de systèmes d'information et tout au long de leur développement.

Protection des données personnelles et poursuite de la dynamique de conformité

La démarche de conformité engagée à la suite de l'entrée en vigueur du RGPD s'est développée et renforcée au cours de l'année 2022, notamment via l'animation du réseau des Correspondants locaux Conformité.

Présents dans chaque CGEA, leur rôle est :

- d'assister les autres collaborateurs de la Délégation Unédic AGS sur toute problématique relevant de la protection des données ;
- d'alerter de toute difficulté ;
- d'intervenir en appui du Délégué à la Protection des Données (DPO) et de la Référente Conformité dans l'exercice de leurs missions.

Cette organisation permet d'identifier de manière dynamique et continue, et sur l'ensemble du réseau, les points d'attention et axes d'amélioration des traitements de données personnelles des activités Métier.

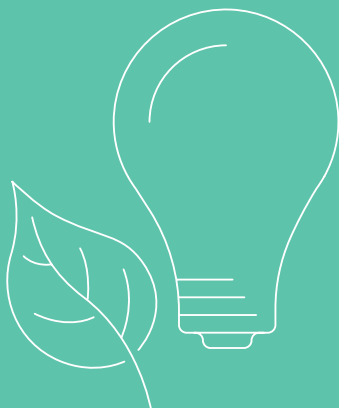
Plus généralement, les actions mises en œuvre ont concouru à améliorer le niveau de conformité de la DUA dans son ensemble, qu'il s'agisse de :

- l'enrichissement et la complétude des outils existants, notamment le registre des activités de traitement des CGEA ;
- l'appui aux services supports dans leurs domaines respectifs ;
- la formation des nouveaux embauchés.

L'un des principaux enjeux de conformité pour 2023 réside dans la bonne conduite de la transition numérique engagée et dans l'accompagnement des équipes pour atteindre les objectifs fixés.

ENGAGÉS, SOLIDAIRES ET écoresponsables

À l'automne 2022, et conformément aux recommandations du gouvernement, la Délégation Unédic AGS a élaboré un plan de sobriété énergétique, visant à répondre à deux objectifs : contribuer à prévenir le risque de pénurie d'énergie lié au renchérissement du prix de l'énergie et réduire ses émissions Carbone.



Plan de sobriété de la Délégation Unédic AGS

L'objectif de ce plan est de parvenir à diminuer la consommation d'énergie de notre établissement de 10% d'ici début 2025.

Les mesures prises pour réduire notre consommation d'énergie s'inscrivent pleinement dans le prolongement de notre démarche éco-responsable initiée depuis 2019.

Les mesures mises en place sont les suivantes :

- réglage du chauffage à 19°C ;
- réglage de la climatisation à 26°C ;
- déplacements limités et utilisation privilégiée des transports en commun ;
- extinction des ordinateurs, des écrans et des lumières ;
- sensibilisation à une gestion plus vertueuse des échanges par mail et du stockage des mails.

Un suivi trimestriel nous permet de suivre :

- notre consommation d'électricité (en kWh) ;
- nos émissions de CO2 liées aux déplacements professionnels (en kg) ;
- le volume des mails envoyés et reçus en nombre et en taille (en Go).

Bilan au 1^{er} trimestre 2023

Consommation d'électricité (en kWh)

59 216*

-12% par rapport au 1^{er} trimestre 2022

*Hors sites dont la consommation est estimée par le fournisseur d'énergie sur la période.

Émissions de CO2 attachées aux
déplacements professionnels (en kg)

10 568

-22% par rapport au 1^{er} trimestre 2022

Volume de mails envoyés
et reçus (en nombre)

996 336

+6% par rapport au 1^{er} trimestre 2022

JOURNÉE DE SOLIDARITÉ NATIONALE 2022

La Délégation Unédic AGS a organisé, au cours de l'été 2022, la 4^{ème} édition de sa « Journée de solidarité nationale ». Cette journée dédiée à la solidarité et au partage, a été, une nouvelle fois, l'occasion pour les collaborateurs de se mobiliser pour des causes qui leur sont chères.



Actions de dépollution

Les CGEA d'Amiens, Rouen, Toulouse et La Réunion ont collecté près de 100 kg de déchets.

Marches solidaires

Les CGEA d'Île-de-France Est, Île-de-France Ouest, Nancy, Annecy et la Direction Nationale ont effectué 707 000 pas convertis en dons au profit de plusieurs associations, notamment *Les apprentis d'Auteuil* et *Lutter contre le mal-logement en Isère*.

Course des héros

Le CGEA de Rennes a participé à la « Course des héros - Challenge de pas ». Pendant 10 jours, les collaborateurs ont effectué 566 208 pas convertis en dons au profit de la *Fondation du CHU de Nantes*, qui œuvre pour l'amélioration de la vie des patients à l'hôpital.

Aide à la Banque Alimentaire

Les collaboratrices du CGEA de Fort-de-France ont consacré, chacune, une demi-journée pour aider la Banque alimentaire dans ses actions, notamment dans la préparation des commandes au profit des associations bénéficiaires.

Collecte de jouets

Le CGEA de Lille a organisé une collecte de jouets, de jeux éducatifs et de livres pour l'association *Ludopital* qui améliore le séjour des enfants hospitalisés dans les hôpitaux de la métropole lilloise.

Action en faveur des animaux

Les collaborateurs du CGEA de Chalon-sur-Saône ont apporté leur aide à la *SPA*. Ils ont nettoyé les box, préparé des repas et collecté des couvertures et de la nourriture pour les animaux.

Soirée caritative « Sourire à la vie »

Le CGEA de Marseille s'est mobilisé pour l'association *Sourire à la vie*, dont la mission est d'accompagner et de soutenir les enfants atteints de cancers. 2 000 € de dons ont ainsi pu être collectés via l'organisation d'une tombola et d'une soirée caritative.

Atelier solidaire « Lovely Solidarity »

Le CGEA d'Orléans s'est mobilisé via la confection de « Lovely bags* » et la rédaction de mots de soutien pour *Lovely Solidarity*, une association de soutien aux femmes atteintes du cancer du sein.

* Sacs en tissu permettant de cacher les drains des femmes ayant subi une ablation du sein.



Chiffres

- P.46** Défaillances et affaires ouvertes
- P.50** Avances et bénéficiaires
- P.53** Récupérations
- P.55** Cotisations
- P.56** Contentieux
- P.58** Lutte contre la fraude



AGS 2022

Dans un contexte économique difficile marqué par l'inflation, la crise énergétique et la guerre en Ukraine, les Chiffres AGS témoignent de la reprise des défaillances d'entreprise, après deux années historiquement basses.

Le Régime de garantie des salaires vous dévoile ses chiffres : affaires ouvertes, avances, bénéficiaires, récupérations, cotisations, contentieux et lutte contre la fraude.

DÉFAILLANCES ET affaires OUVERTES

Évolution des défaillances et du nombre d'affaires AGS

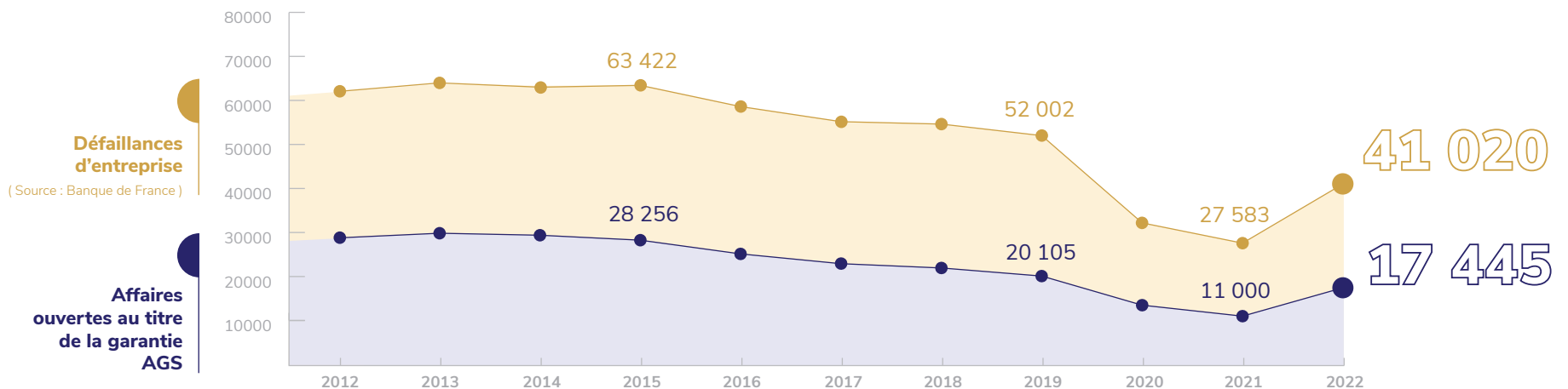
Rebond du nombre de faillites

En baisse continue depuis 2015, le nombre de défaillances d'entreprise est reparti à la hausse, franchissant la barre des 40 000 procédures en 2022, soit une hausse de 49% par rapport à l'année précédente. Ce retournement de tendance avait été observé dès la fin 2021 du fait de l'arrêt des mesures gouvernementales en faveur des entreprises et de la fin du report des cotisations Urssaf lors du dernier trimestre 2021.

Forte hausse de 58,6% du nombre d'affaires ouvertes

Avec 17 445 affaires créées en 2022, le Régime AGS enregistre une hausse de 58,6% de ses nouvelles interventions.

L'année 2022 demeure toutefois en retrait de 13% du niveau observé en 2019 avant la crise Covid-19.



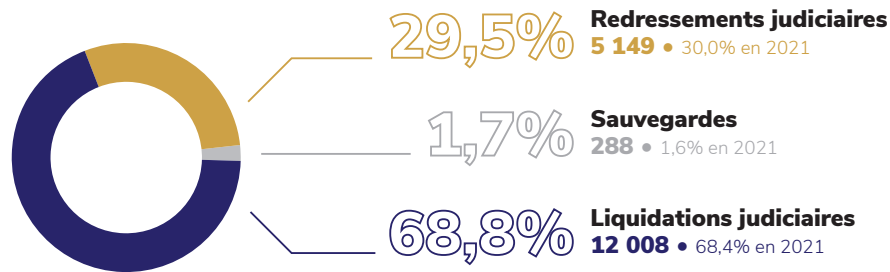
DÉFINITION

Le nombre d'affaires ouvertes au titre de la garantie AGS correspond au nombre d'affaires avec une première demande d'avance enregistrée sur la période étudiée. Une même entreprise peut être comptabilisée à deux reprises en cas de liquidation judiciaire prononcée sur résolution de son plan de redressement.

Affaires ouvertes par type de procédure

Près de 7 nouveaux dossiers sur 10 sont des liquidations judiciaires

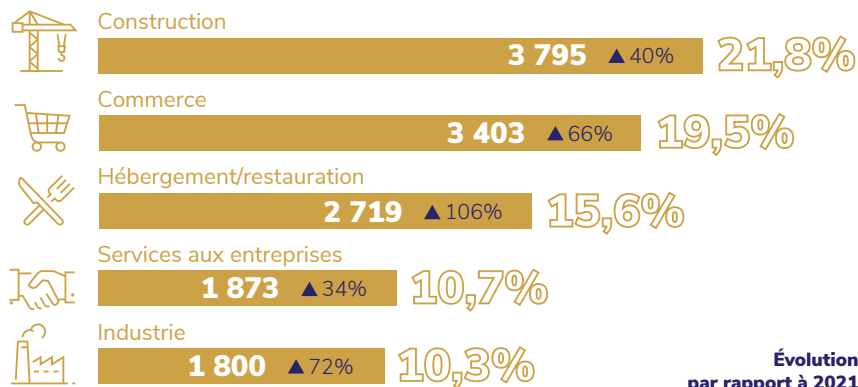
En 2022, la répartition des affaires AGS par type de jugement d'ouverture est similaire à celle observée l'année précédente.



Affaires ouvertes par secteur d'activité

Doublement du nombre d'affaires ouvertes dans l'hébergement/restauration

Si 5 secteurs d'activité ont concentré 77,9% des faillites d'entreprise en 2022, la construction et le commerce sont restés les plus représentés avec respectivement 21,8% et 19,5% des nouveaux dossiers. Le secteur de l'hébergement/restauration connaît quant à lui, la plus forte progression par rapport à 2021 (+106%).



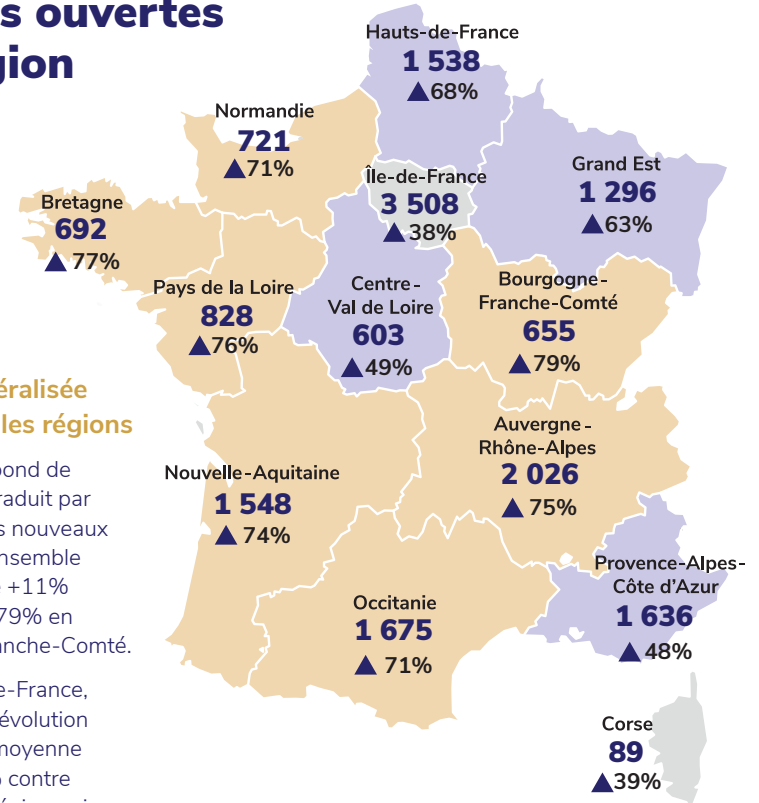
Évolution par rapport à 2021 ▲

Affaires ouvertes par région

Hausse généralisée dans toutes les régions

En 2022, le rebond de l'activité s'est traduit par une hausse des nouveaux dossiers sur l'ensemble du territoire, de +11% en Guyane à +79% en Bourgogne-Franche-Comté.

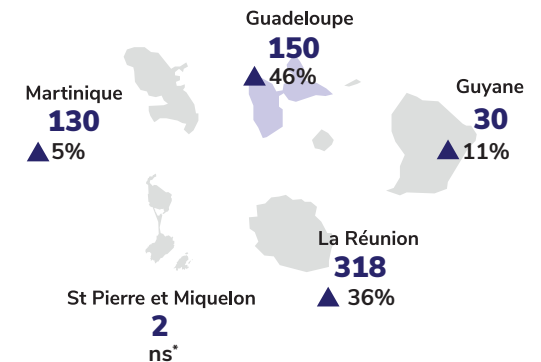
La région Île-de-France, en dépit d'une évolution inférieure à la moyenne nationale (38% contre 59%) reste la région qui rassemble un nouveau dossier sur cinq (20,1 % en 2022 contre 23,2% en 2021).



Évolution par rapport à 2021 ▲

- ▲ Hausse inférieure à 40%
- ▲ Hausse comprise entre 40% et 70%
- ▲ Hausse supérieure à 70%

*ns : non significatif



Affaires AGS par âge de l'entreprise au jugement d'ouverture

Près d'un tiers des entreprises sont âgées de plus de 10 ans

L'âge moyen des entreprises nouvellement bénéficiaires de l'intervention de l'AGS s'est établi à 10 ans en 2022. Les entreprises âgées de plus de 10 ans à l'ouverture de la procédure collective ont représenté 32,3% des affaires ouvertes.

De manière plus structurelle, l'âge moyen au jugement d'ouverture progresse avec l'effectif de l'entreprise.

Age moyen (en années) par taille d'entreprise

1 à 2 salariés



3 à 5 salariés



6 à 9 salariés



10 à 19 salariés



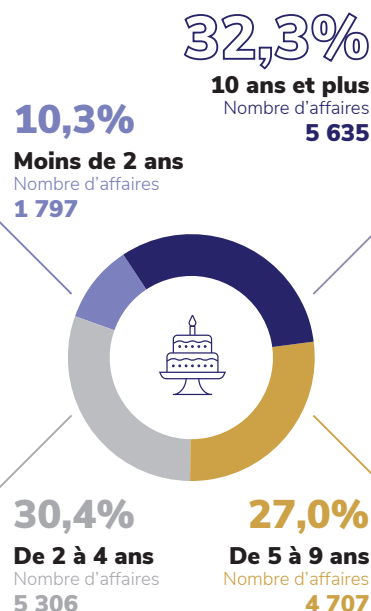
20 à 49 salariés



50 à 99 salariés



100 salariés et plus

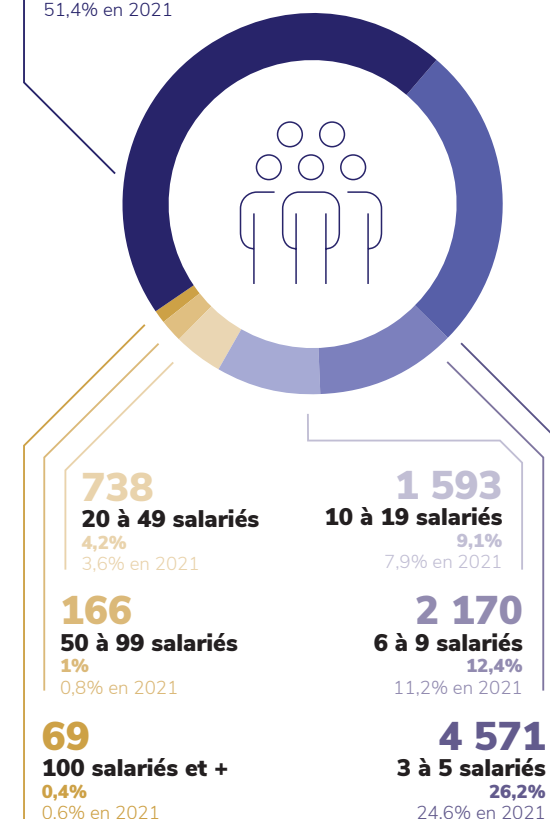


Affaires ouvertes selon l'effectif

Baisse du poids des entreprises de 1 à 2 salariés

Les entreprises de 1 à 2 salariés occupent le premier rang en termes de nombre d'affaires ouvertes (46,6%). Cette proportion a toutefois reculé en 2022 de près de 5 points par rapport à 2021 et retrouve son niveau de 2018 (47,0%).

8 138
1 à 2 salariés
46,6%
51,4% en 2021



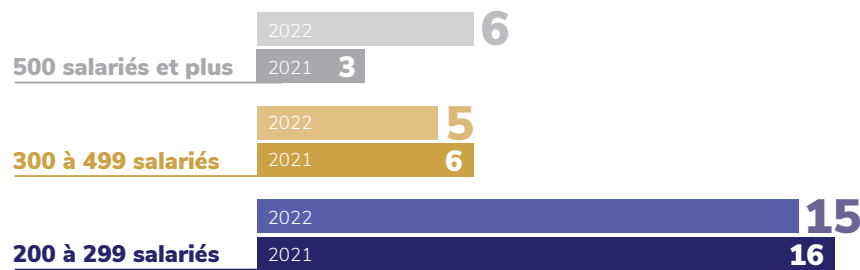
Zoom sur les affaires de plus de 200 salariés

Un nombre stable de dossiers de plus de 200 salariés

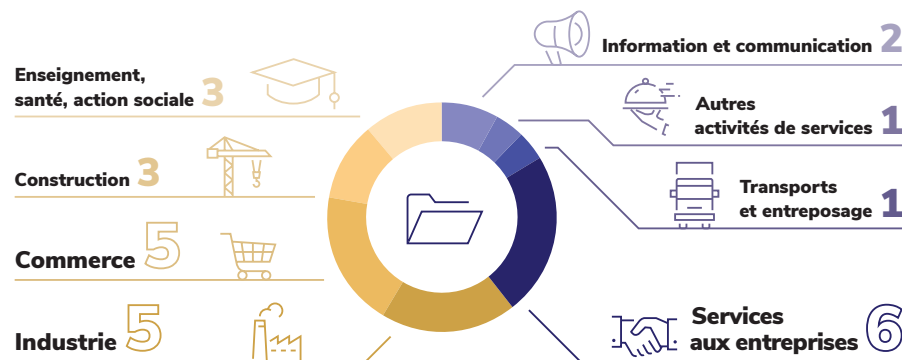
Malgré le rebond de l'activité, le nombre d'affaires de plus de 200 salariés est resté stable. En revanche, le nombre d'entreprises de 500 salariés et plus a doublé passant de 3 à 6 en 2022.

Dans cette catégorie d'entreprises, les services aux entreprises, l'industrie et le commerce ont concentré 16 des 26 dossiers ouverts de 200 salariés et plus (62%).

Parmi ces entreprises qui ont bénéficié de l'intervention du régime, les deux plus importantes ont été Camaïeu dans le secteur de l'habillement (3 070 salariés) et Scoplec dans le secteur des télécommunications (1 785 salariés).



Affaires de plus de 200 salariés par secteur d'activité

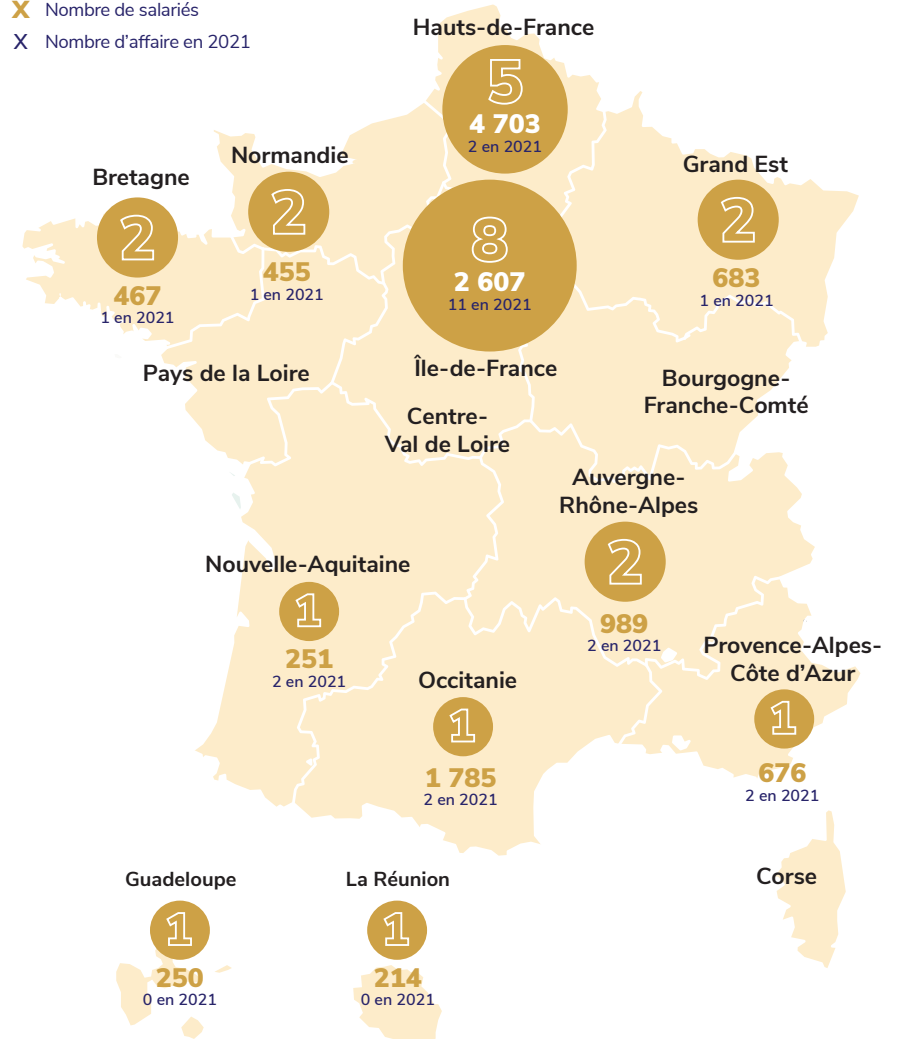


Affaires de plus de 200 salariés par région

Près de 31% des affaires situées en Île-de-France

Sans surprise, l'Île-de-France a concentré la majorité des affaires de plus de 200 salariés (31%), mais dans une moindre mesure qu'en 2021 où elle représentait 44% de cette population de dossiers. Le nombre limité de dossiers de cette catégorie explique la variabilité de ce poids (40% en 2019, 30% en 2018).

- ⊗ Nombre d'affaires en 2022
- × Nombre de salariés
- X Nombre d'affaire en 2021

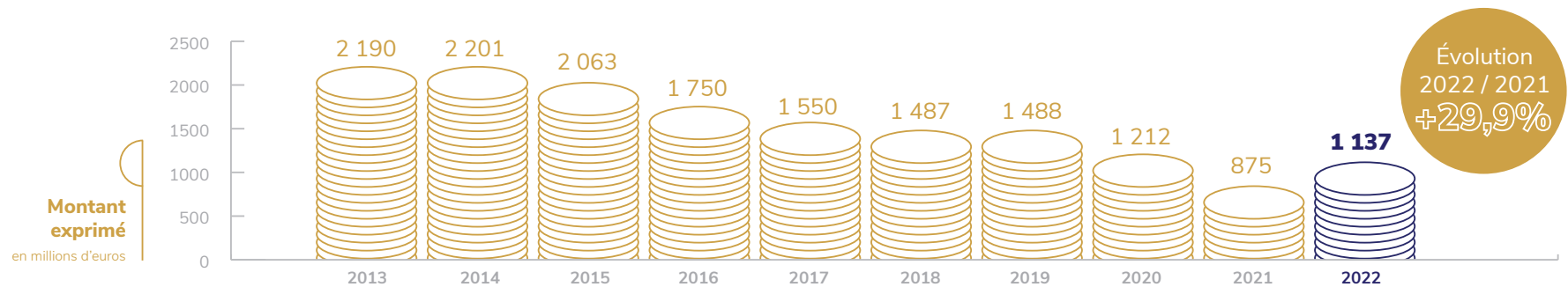


Avances ET BÉNÉFICIAIRES

Montant des avances

Hausse de près de 30% des avances

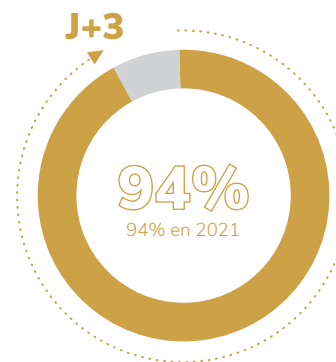
Après un record historiquement bas en 2021, les montants avancés en 2022 ont progressé et dépassé le seuil symbolique du milliard d'euros. Cette hausse est mécaniquement liée à l'augmentation du nombre des affaires ouvertes (+58,6%) et du nombre de bénéficiaires (+42,5%). Cependant, malgré ce rebond, les montants avancés par le régime sont restés inférieurs aux niveaux observés en 2019 et 2020, respectivement de -24% et -6%.



Délais de traitement

Plus de 9 demandes d'intervention sur 10 sont traitées sous 3 jours

Malgré la hausse du nombre d'affaires, les délais de traitement sont restés au même niveau de performance qu'en 2021 : 70% des demandes d'intervention ont été traitées dès le lendemain de leur réception et 94% dans un délai maximum de 3 jours.



Rappel des règles légales - Article L.3253-21 du code du travail

A réception du relevé de créances et des pièces nécessaires à son traitement, le régime AGS dispose de délais légaux pour la mise à disposition des fonds :

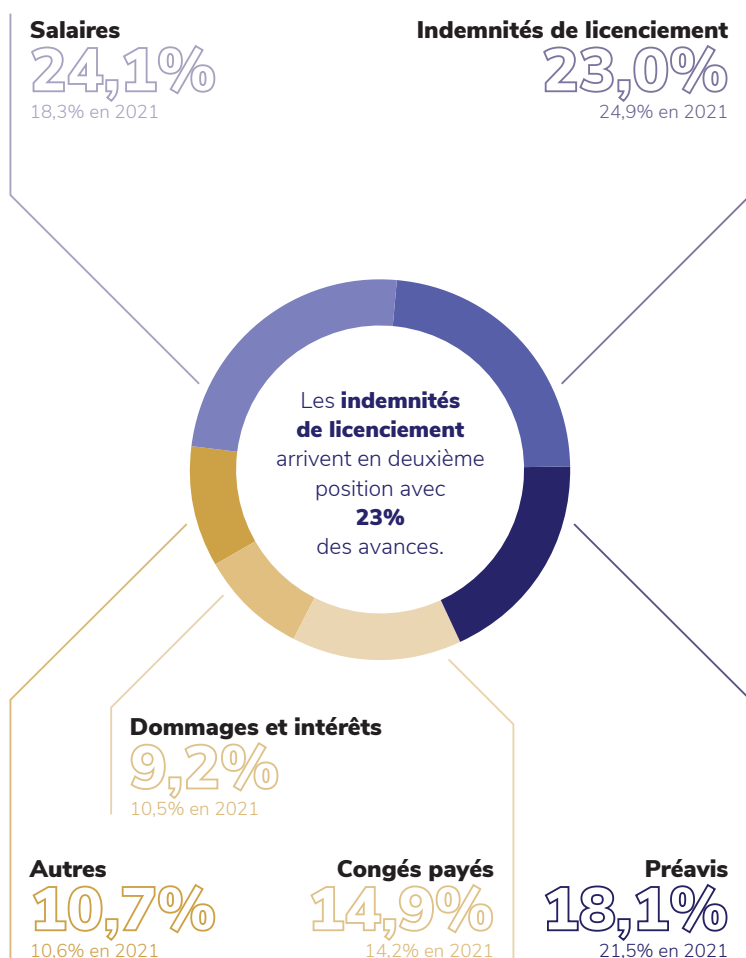
- **dans les 5 jours** pour les créances superprivilégiées et les créances de salaires et de congés payés dues au titre de la période d'observation, du mois suivant l'arrêt du plan de sauvegarde, de redressement ou de cession, dans les 15 jours (21 jours si un PSE doit être élaboré) suivant la liquidation judiciaire ou la fin du maintien provisoire d'activité.
- **dans les 8 jours** pour les créances dues au jugement d'ouverture (non superprivilégiées) et les autres créances.

Engagé et solidaire, aux côtés des entreprises en difficulté et de leurs salariés, le Régime AGS paye donc les bénéficiaires dans des délais inférieurs aux délais légaux.

Les avances par nature de créance

47% des avances versées au titre des salaires et des indemnités de licenciement

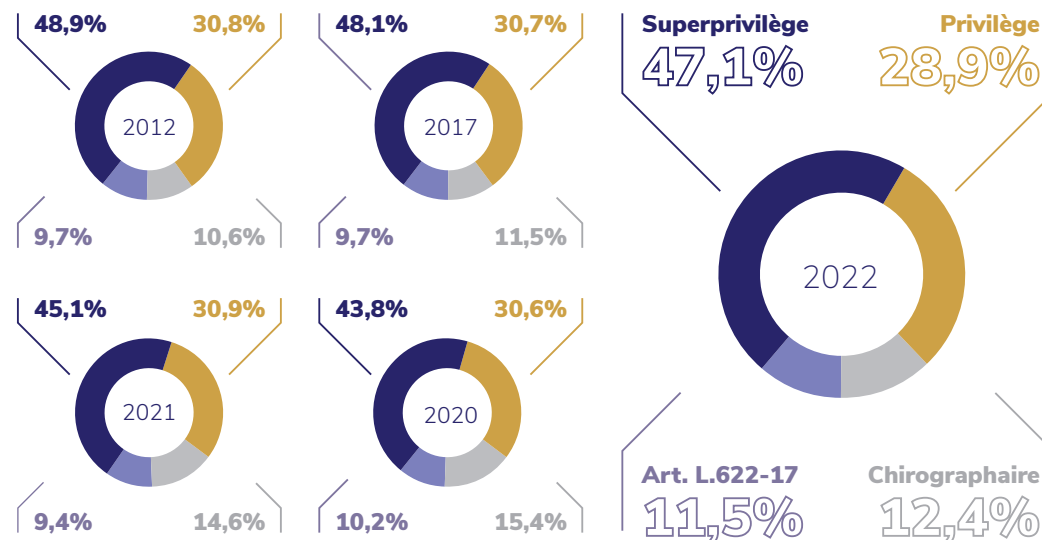
Pour la première fois depuis 2011, les salaires ont atteint 24,1% des montants avancés, soit près de 6 points de plus qu'en 2021. Près de 7 M€ ont été versés au titre des salaires pour Camaïeu dans le secteur de l'habillement et plus de 5 M€ pour le groupe GEOXIA (construction de maisons individuelles).



Les avances par rang de créance

Hausse de 2 points de la part des avances versées au titre du superprivilège

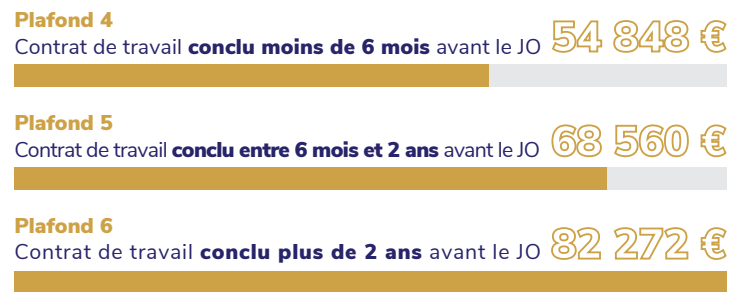
47,1% des montants avancés en 2022 ont été effectués au titre du superprivilège, soit une hausse de 2 points par rapport à 2021. Le poids des avances superprivilégiées a retrouvé ainsi son niveau de 2019 après deux années historiquement basses.



Plafonds de garantie 2022

Les plafonds de garantie sont restés inchangés en 2022. Ils varient en fonction de l'ancienneté du contrat de travail au jour de l'ouverture de la procédure collective.

Texte légal L.3253-17 et D3253-5 du code du Travail



Les bénéficiaires

Hausse du nombre de bénéficiaires

A l'image des affaires ouvertes, le nombre de bénéficiaires de la garantie a également fortement augmenté en 2022 (+42,5% par rapport à 2021).

Évolution
2022 / 2021
+42,5%

92 681

Nombre de bénéficiaires en 2021

132 107

Nombre de bénéficiaires en 2022

Évolution par rapport à 2021

Martinique

1 582
11%



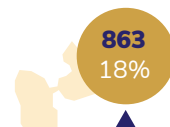
St Pierre et Miquelon

4
ns



Guadeloupe

863
18%



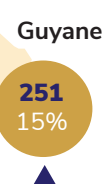
2 364
38%



La Réunion

Guyane

251
15%

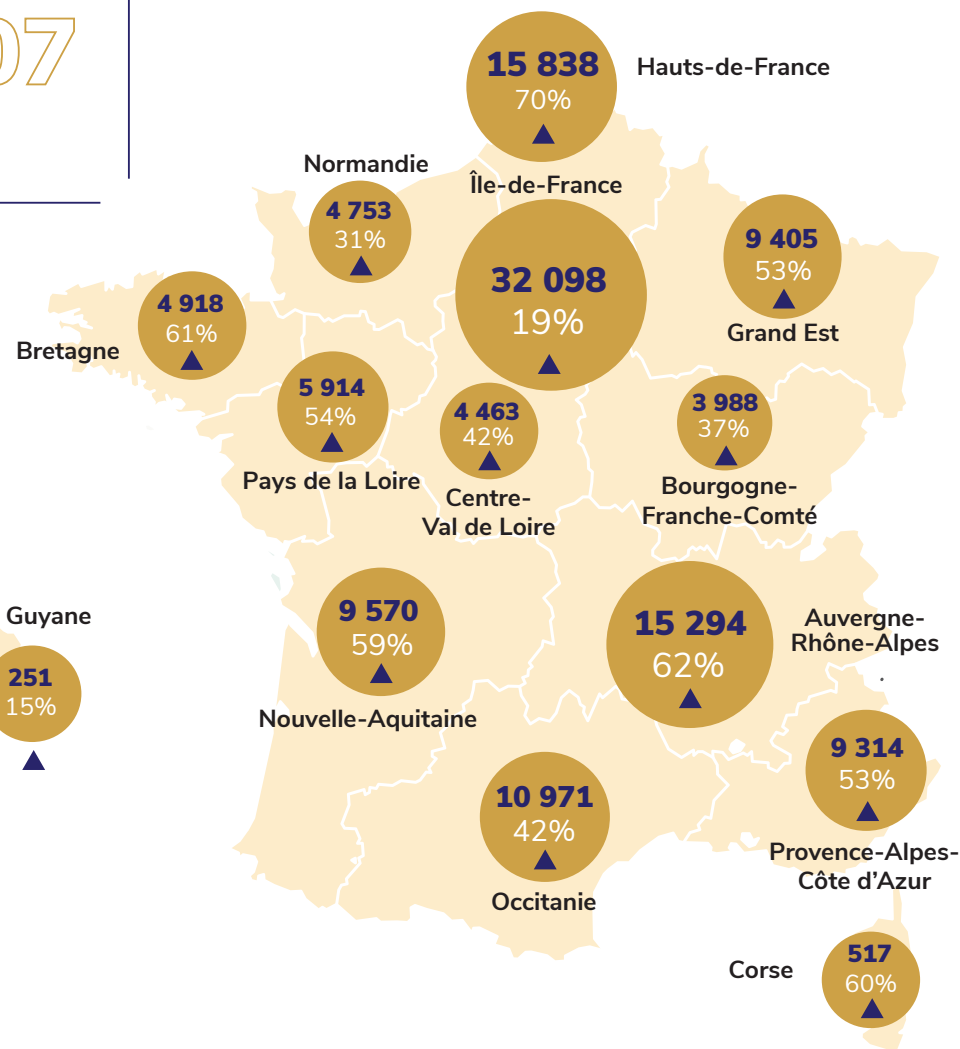


*ns : non significatif

Les bénéficiaires par région

Hausse généralisée dans toutes les régions à des degrés différents

La hausse du nombre de bénéficiaires a concerné toutes les régions et a varié de 11% en Martinique à 70% dans les Hauts-de-France. L'Île-de-France a connu une hausse modérée de 19%.



Récupérations

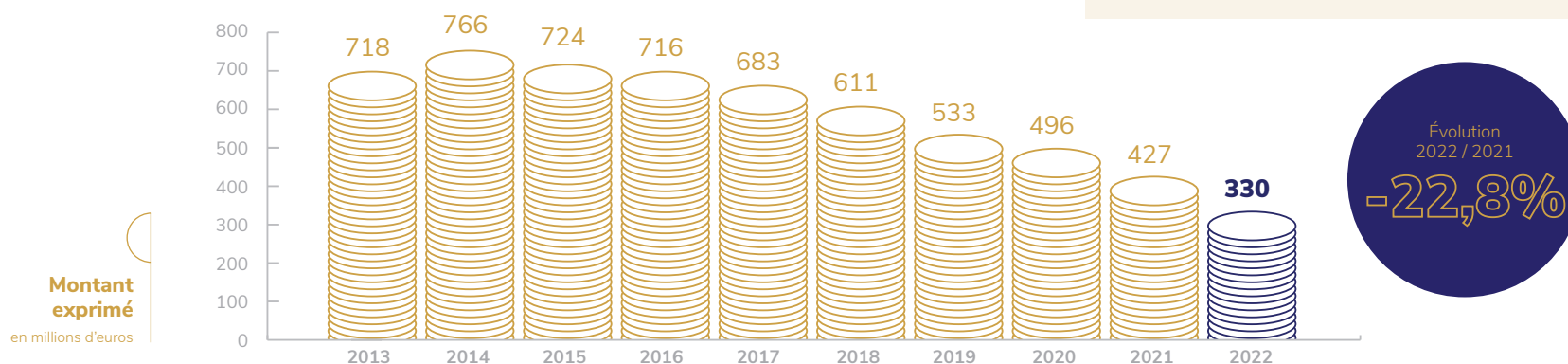
Montant des récupérations

Des récupérations toujours en baisse

Du fait de l'effet mécanique qui lie les récupérations aux avances avec un décalage de 2 à 3 ans, le niveau des récupérations a continué de se contracter en 2022. Malgré le renforcement des actions de suivi des actifs menées depuis octobre 2021, en particulier sur les dossiers en liquidation judiciaire depuis plus de 15 ans non clôturés, 330 M€ ont été récupérés sur l'année 2022, en baisse de 23% par rapport à 2021.

Ordonnance du 15 septembre 2021 portant réforme du droit des entreprises en difficulté

L'ordonnance n° 2021-1192 du 15 septembre 2021, portant modification des procédures du livre VI du code de commerce, réforme le droit des entreprises en difficulté en transposant en droit français la directive « restructuration et insolvabilité » et en pérennisant des règles prévues par les ordonnances prises pendant la crise sanitaire. Elle prévoit, en outre, la possibilité pour le mandataire judiciaire de « mettre en réserve » les sommes allouées à la rémunération des dirigeants sociaux et celles correspondant aux « frais de justice prévisibles » (art. L. 643-8 nouveau du Code du commerce). Elle est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2021.

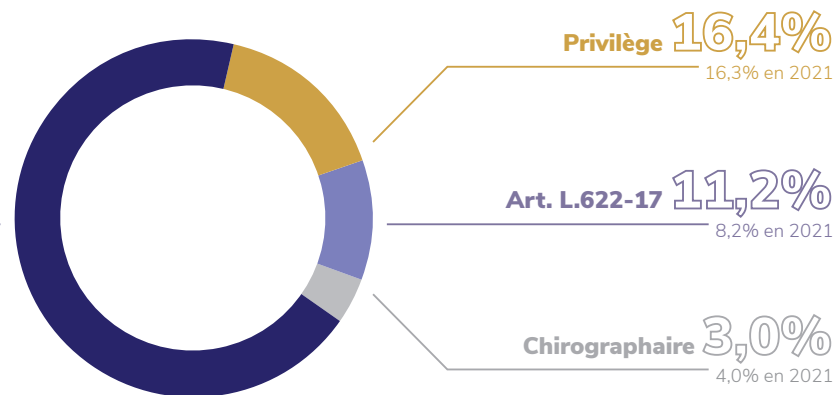


Les récupérations par rang de créance

70% des récupérations ont pour origine des avances superprivilégiées

69,4% des récupérations en 2022 ont été enregistrées au titre de créances superprivilégiées (contre 71,5% en 2021).

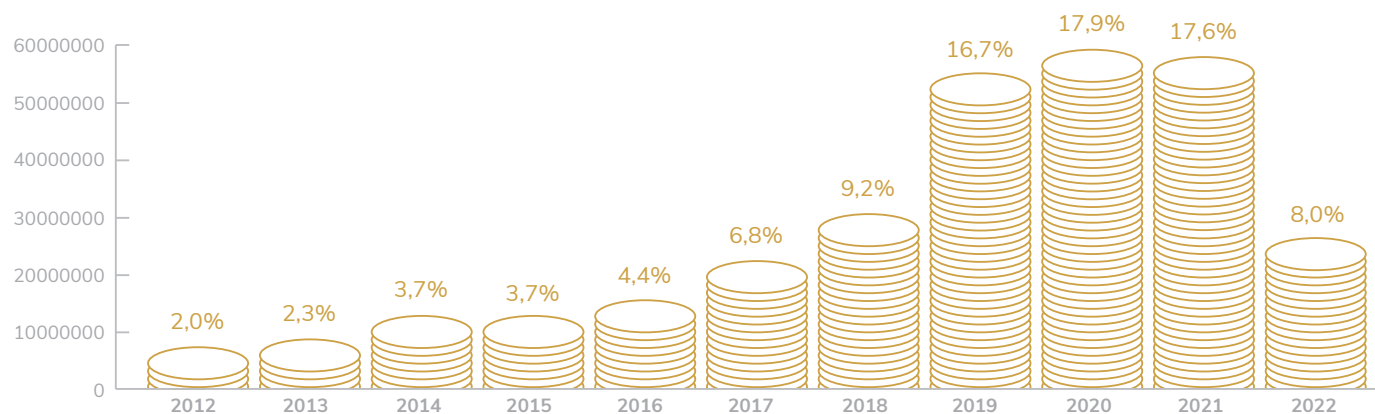
Superprivilège
69,4%
71,5% en 2021



Origine des sommes récupérées selon l'année de jugement

Léger recul des récupérations dans les procédures de moins de 4 ans

60,1% des récupérations enregistrées en 2022 se rapportent à des procédures ouvertes au cours des quatre dernières années (2019 à 2022). Cette proportion est similaire à celle observée en 2021 (61,1%). Au 31 décembre 2022, 8,0% des récupérations étaient issues de procédures ouvertes en 2022, 17,6% de procédures ouvertes en 2021, 17,9% de procédures ouvertes en 2020 et 16,7% de procédures ouvertes en 2019.

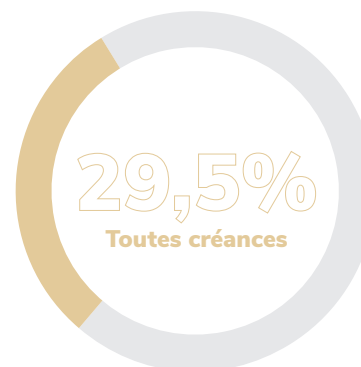


Taux de récupération dans les procédures ouvertes depuis 10 ans

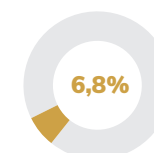
Légère diminution du taux de récupération

Au 31 décembre 2022, 29,5% des avances réalisées dans des procédures ouvertes depuis le 1er janvier 2013 ont été recouvrées, soit une baisse de 1,2 point par rapport à l'année précédente (procédures ouvertes depuis le 01/01/2012 au 31/12/2021).

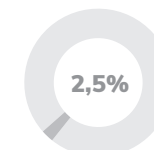
Ce taux de récupération varie de 2,5% pour les créances chirographaires à 50,8% pour les créances superprivilégiées (contre 52,7% en 2021).



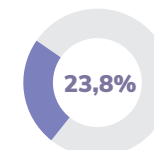
Superprivilège



Privilège



Chirographaire



Art. L.622-17

DÉFINITION

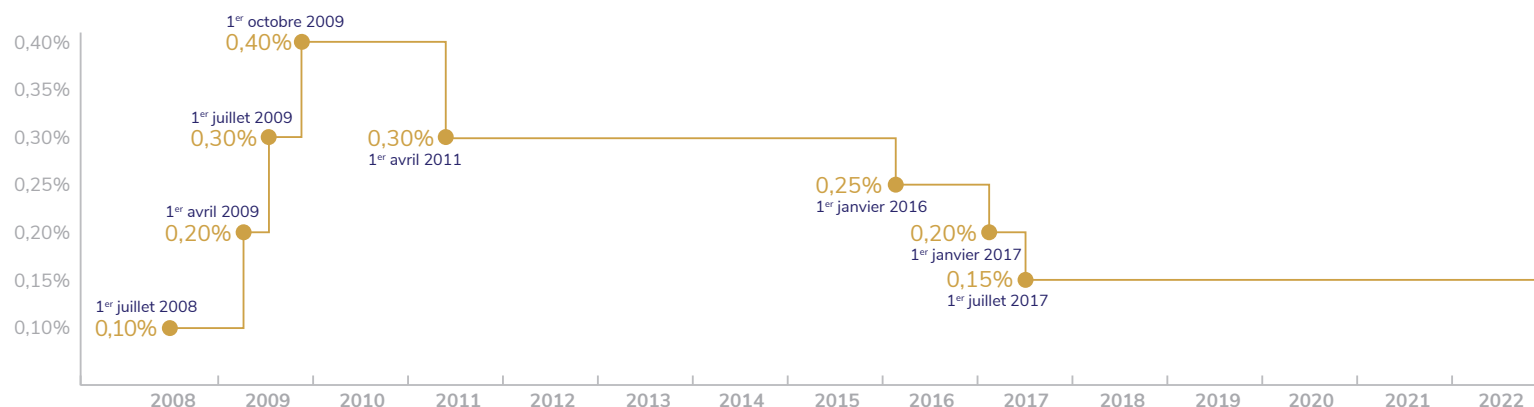
Pour une affaire AGS donnée, le taux de récupération est le rapport entre le total des sommes récupérées et le total des sommes avancées.

Cotisations

Evolution du taux de cotisation

Maintien du taux à 0,15%

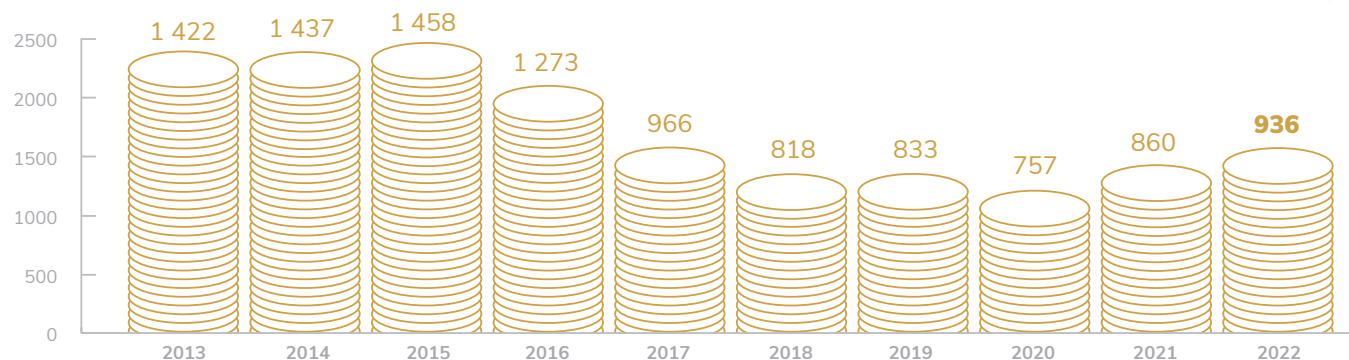
Le taux de cotisation des entreprises, fixé par le Conseil d'Administration de l'AGS, responsable de l'équilibre financier du Régime de garantie des salaires, demeure inchangé depuis le 1^{er} juillet 2017 à 0,15%.



Evolution des montants des cotisations

Hausse du montant des cotisations versées à l'AGS

Après un recul en 2020, le montant des cotisations perçues par l'AGS est reparti à la hausse en 2021 du fait d'une conjoncture économique résiliente et de l'arrêt des mesures prises par l'État au soutien des entreprises en difficulté permettant le report de tout ou partie du paiement de leurs cotisations. Ce montant a donc continué de croître en 2022 pour s'établir à 936 M€ (+8,9% par rapport à 2021).



Montant exprimé en millions d'euros

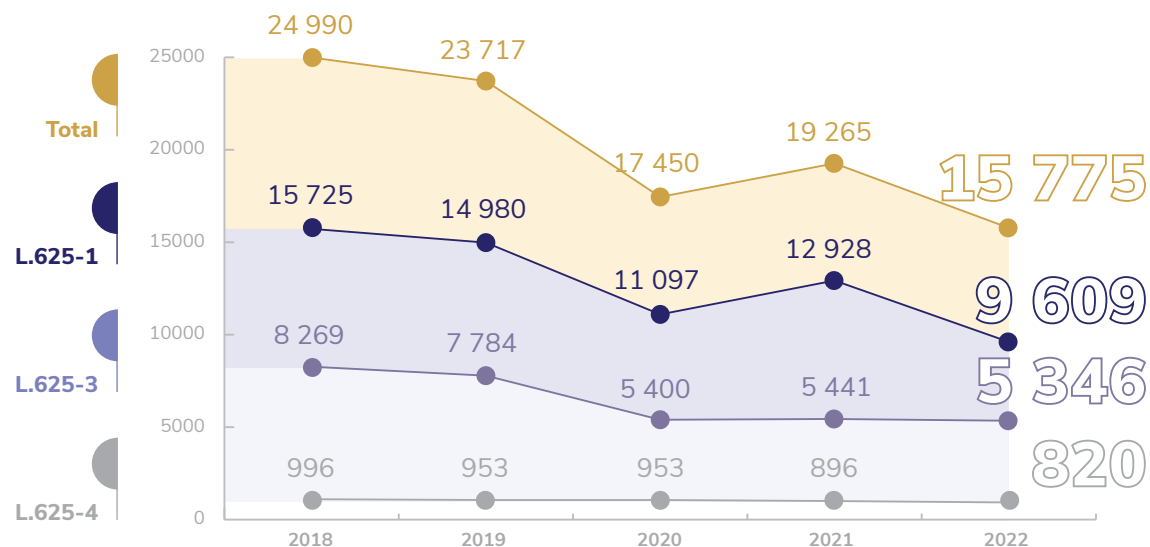
Contentieux

Evolution du nombre de salariés par type de procédure prud'homale

Repli de 18% du nombre de salariés concernés par des procédures prud'homales

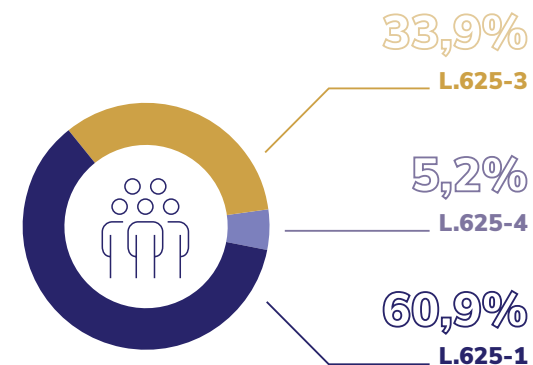
L'intervention de l'AGS devant les juridictions sociales (conseils de prud'hommes et cours d'appel) a pour objectif de veiller à la défense en justice des intérêts du Régime de garantie des salaires. Le nombre de salariés concernés par des procédures prud'homales est tombé en 2022 à un niveau record de 15 775, en baisse de 18%.

A l'exception du sursaut observé en 2021 expliqué par le report d'audiences de 2020, la chute du nombre de salariés concernés est à mettre en lien avec la diminution continue du nombre d'affaires ouvertes sur les dernières années et aux effets structurels de l'ordonnance du 22 septembre 2017 relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail.



NB : Seules les procédures devant la Cour d'appel et le Conseil de Prud'hommes sont comptabilisées.

Répartition des contentieux



Rappel des textes

Article L.625-1 du code de commerce : opposition du Mandataire judiciaire à porter tout ou partie des créances d'un salarié sur un relevé de créances.

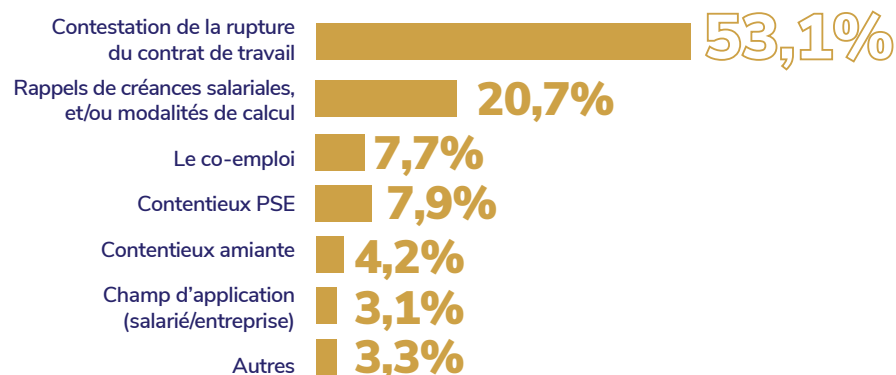
Article L.625-3 du code de commerce : contentieux nés antérieurement à la procédure.

Article L.625-4 du code de commerce : contentieux prud'homaux qui résultent du refus de l'AGS d'avancer une créance pour quelque motif que ce soit.

Les principaux motifs de contentieux

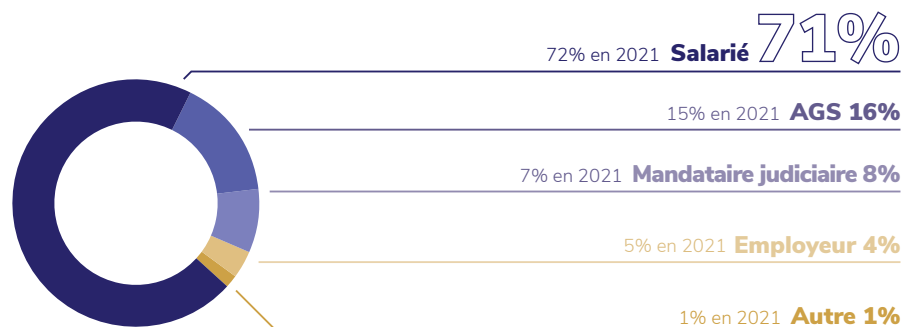
Par les salariés et les mandataires judiciaires

En 2022, les deux principaux motifs de contentieux relatifs aux articles L.625-1 et L.625-3 du code de commerce (contentieux subi par le Régime AGS) sont la contestation de la rupture du contrat de travail et les rappels de créances salariales et/ou modalités de calcul. Ils représentent 73,8 % des contentieux engagés contre seulement 63,5% en 2021.



7 appels sur 10 à l'initiative des salariés

Sur 9 212 jugements rendus en 2022 et susceptibles de recours, 1 355 d'entre eux ont été frappés d'appel, soit 15% en 2022 (contre 16% en 2021). La part des appels à l'initiative de l'AGS s'est élevée à 16% en 2022 contre 15% en 2021.



Par l'AGS

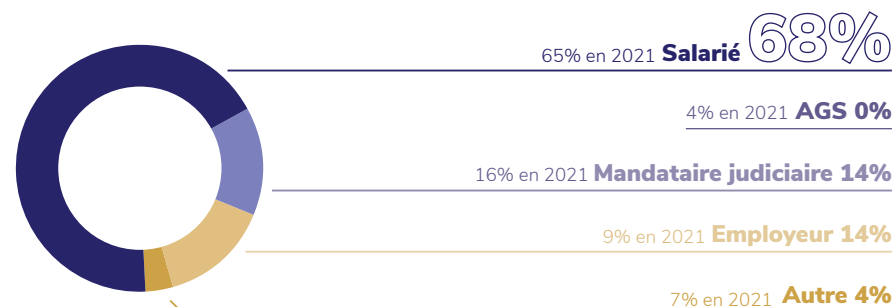
Parmi les motifs de contentieux relatifs à l'article L.625-4 du code de commerce les plus fréquemment rencontrés (contentieux consécutif à un refus par le Régime de procéder à des avances au bénéfice du ou des demandeurs), les rappels de créances salariales et/ou modalités de calcul arrivent en tête avec 34,8%.

La remise en cause des règles relative aux plafonds de garantie de l'AGS a représenté en 2022 seulement 0,6% (contre 4,5% en 2021) des contentieux nés du refus d'intervention de l'AGS.



Près des deux tiers des pourvois à l'initiative du salarié

Sur 56 pourvois en cassation enregistrés en 2022, 38 (soit 68%) ont été exercés par les salariés. Aucun pourvoi n'a été formé à l'initiative de l'AGS.



Lutte CONTRE LA fraude

Enjeux financiers

En 2022, l'enjeu financier global lié aux signalements de fraude s'élève à

14,1 M€

contre 13,7 M€ en 2021.

Nombre de détections

485 détections individuelles ont été réalisées en 2022 et ont concerné 212 affaires AGS.

Signalements*

485

+2,8% par rapport à 2021

Entreprises concernées

212

-0,9% par rapport à 2021

* Les signalements correspondent au nombre d'individus identifiés.

Motifs des signalements

La moitié des signalements ont pour motifs la « fictivité du contrat de travail », la « fictivité de l'activité de l'entreprise », ou la « gérance tournante ».

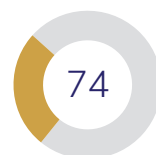
X Nombre de signalements



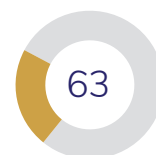
Fictivité du contrat de travail



Fictivité de l'activité de l'entreprise



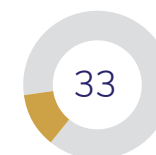
Gérance tournante



Chevauchement périodes



Dirigeant de fait



Arriérés de salaire



Prête-nom (gérant de paille)



Fraudes en réseaux



Fausse rémunération



Documents douteux ou faux



Fraude sur l'identité



Nullité du contrat de travail



Inopposabilité du contrat de travail

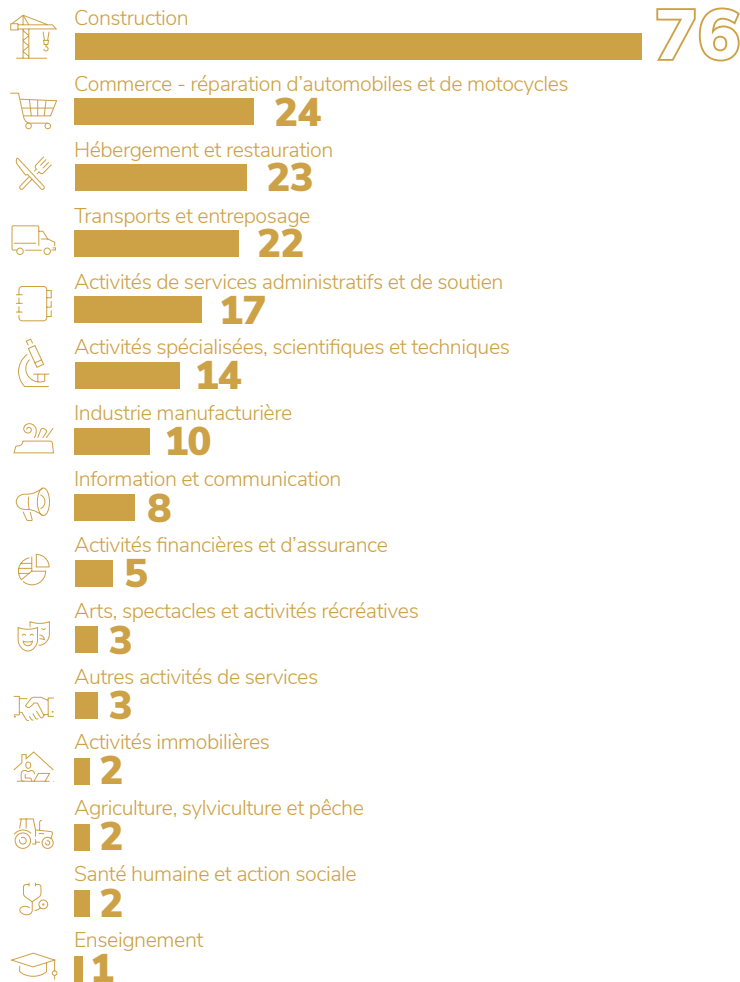


Profession « à risques »

Secteurs d'activité touchés

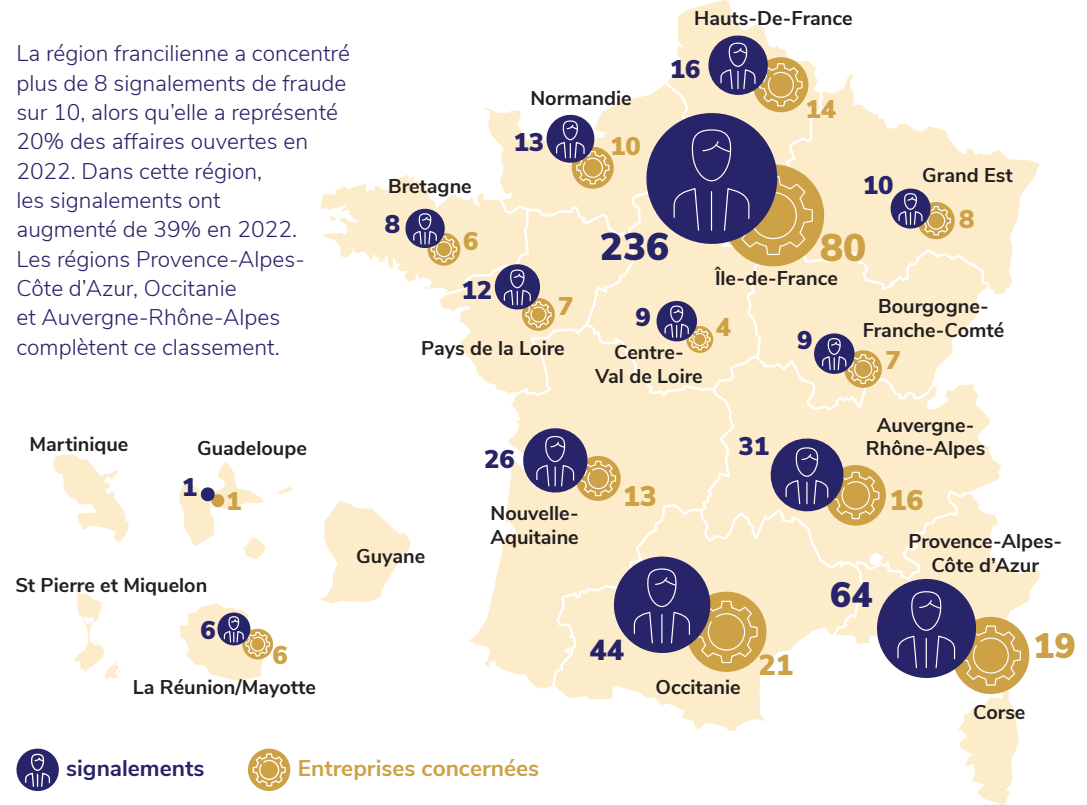
La construction a été le secteur d'activité le plus touché et représentant près de 36% des entreprises concernées par des signalements, alors que dans le même temps elle a représenté moins de 22% des affaires ouvertes en 2022.

Nombre d'entreprises concernées par au moins un signalement



Répartition géographique

La région francilienne a concentré plus de 8 signalements de fraude sur 10, alors qu'elle a représenté 20% des affaires ouvertes en 2022. Dans cette région, les signalements ont augmenté de 39% en 2022. Les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie et Auvergne-Rhône-Alpes complètent ce classement.



Contentieux prud'homaux liés à des suspicions de fraude

Enjeux financiers des contentieux prud'homaux

L'enjeu financier des décisions rendues en 2022 a augmenté de 10,7% par rapport à l'année précédente. Les montants opposables représentent désormais 20,6 % des chefs de demande contre 18,7% en 2021.

Chefs de demande

21,3 M€

Montant déclaré opposable à l'AGS

4,4 M€

Nombre de décisions rendues

448

décisions ont été rendues en 2022 (contre 530 en 2021) dont 196 arrêts et 252 jugements.



L'AGS DE demain

Depuis près de 50 ans, le Régime de garantie des salaires est au service des salariés des entreprises en procédure collective et aux côtés des entreprises en difficulté.

Né de la solidarité interentreprises dans les années 70, sa gestion technique et financière est confiée à l'Unédic à travers le réseau territorial des Assédic. Dans les années 90, un établissement dédié, la Délégation Unédic AGS (DUA), est créé au sein de l'Unédic pour assurer l'exercice du mandat de gestion. Depuis 25 ans, la Délégation Unédic AGS assure la gestion opérationnelle du régime de garantie des salaires, en lien avec les instances de l'AGS.

Aujourd'hui, une nouvelle page de l'histoire du Régime s'écrit avec le transfert des activités et des collaborateurs de la Délégation Unédic AGS (Direction nationale et CGEA) vers l'AGS au 1er janvier 2024. A cet effet, une nouvelle convention de gestion Unédic-AGS a été validée fin juin 2023 lors des conseils d'administration de l'Unédic et de l'AGS.

L'Unédic conserve, pour le compte de l'AGS, certaines missions en lien avec le financement et la trésorerie du Régime.



Ce transfert est une nouvelle illustration de la modernisation continue du Régime AGS. Il vise à améliorer encore plus l'efficacité de mise en œuvre du régime de garantie des salaires via une organisation plus opérante et transparente, en lien plus direct avec sa Gouvernance.

L'AGS poursuivra sa mission sociale sur l'ensemble du territoire par l'intermédiaire de ses 15 centres. Ce maillage territorial lui confère la proximité nécessaire avec ses bénéficiaires et les acteurs des procédures collectives. L'AGS est, et restera un partenaire économique et social engagé, tant sur le plan local que national, aux compétences juridiques, économiques et sociales reconnues.

En 2024, l'AGS donnera une nouvelle impulsion au Régime et franchira un nouveau cap dans son organisation et sa modernisation. En 2024, ce formidable outil, garant de la paix sociale, célébrera 50 ans d'engagement, de solidarité et de proximité.

& Réseau Contacts

DIRECTION NATIONALE

37 rue du rocher, 75008 Paris

Tél. : 01 55 50 23 00 - Fax : 01 56 02 65 56

ags-dn@delegation-ags.fr

www.ags-garantie-salaires.org



@delegation_ags



Délégation Unédic AGS

Nos centres en région

CGEA d'Amiens

Tél : 03 22 50 35 30
ags-cgea-as@delegation-ags.fr

CGEA d'Annecy

Tél : 04 50 69 80 20
ags-cgea-ay@delegation-ags.fr

CGEA de Bordeaux

Tél : 05 56 69 64 00
ags-cgea-bx@delegation-ags.fr

CGEA de Chalon-sur-Saône

Tél : 03 85 46 98 30
ags-cgea-cn@delegation-ags.fr

CGEA IDF-Est

Tél : 01 41 40 70 30
ags-cgea-idfe@delegation-ags.fr

CGEA IDF-Ouest

Tél : 01 41 40 70 00
ags-cgea-idfo@delegation-ags.fr

CGEA de Lille

Tél : 03 20 74 62 10
ags-cgea-le@delegation-ags.fr

CGEA de Marseille

Tél : 04 96 11 66 20
ags-cgea-me@delegation-ags.fr

CGEA de la Martinique

Tél : 05 96 60 65 65
ags-cgea-ma@delegation-ags.fr

CGEA de Nancy

Tél : 03 83 95 52 50
ags-cgea-ny@delegation-ags.fr

CGEA d'Orléans

Tél : 02 38 24 20 40
ags-cgea-os@delegation-ags.fr

CGEA de Rennes

Tél : 02 99 85 95 00
ags-cgea-rs@delegation-ags.fr

CGEA de La Réunion

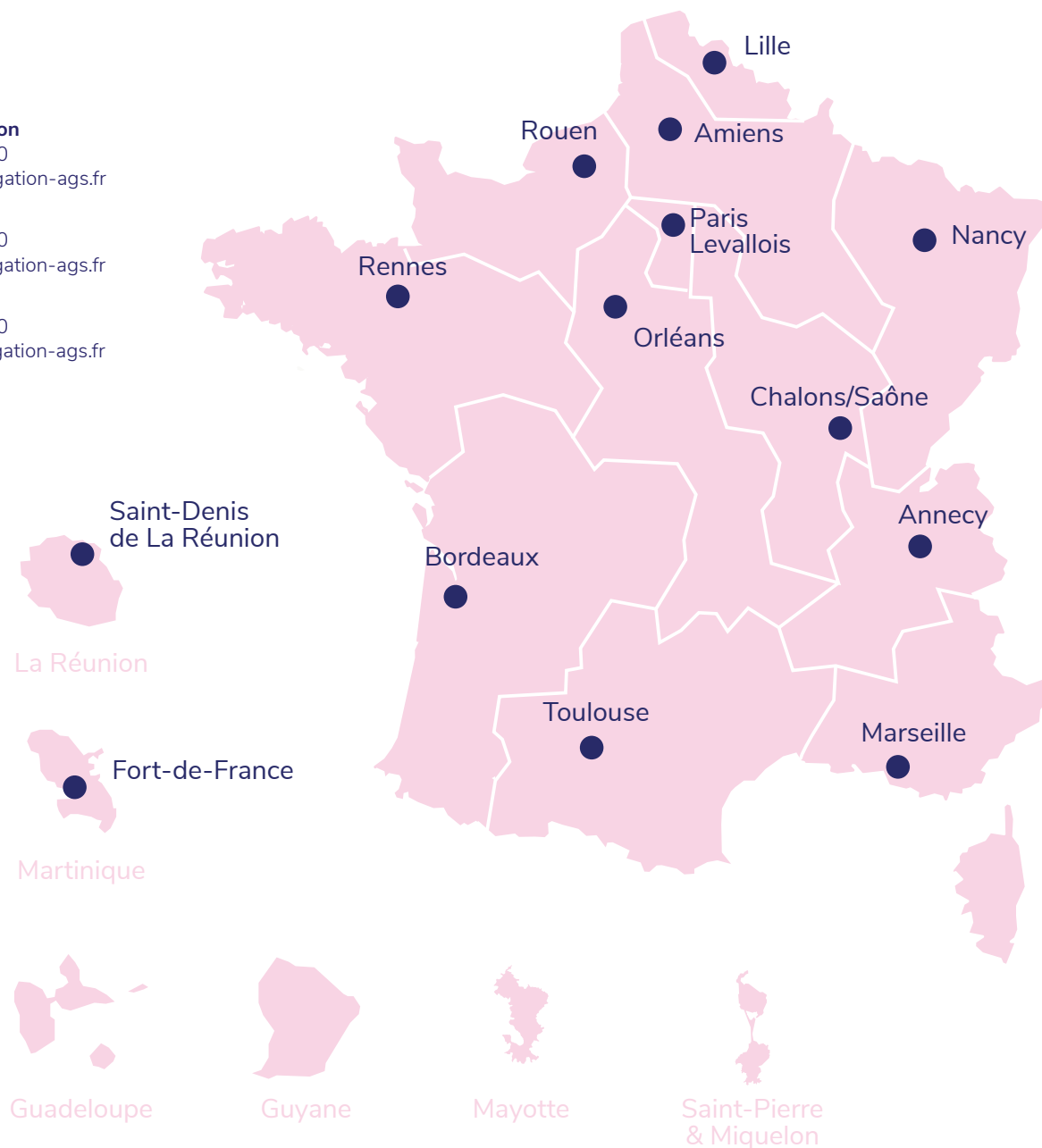
Tél : 02 62 20 94 50
ags-cgea-rn@delegation-ags.fr

CGEA de Rouen

Tél : 02 32 81 57 00
ags-cgea-ro@delegation-ags.fr

CGEA de Toulouse

Tél : 05 62 73 76 00
ags-cgea-te@delegation-ags.fr





DÉLÉGATION
UNÉDIC AGS

www.ags-garantie-salaires.org